Éclairage
Histoire

– n° 17 –

Dans l'atelier du monde

Les luttes de la classe ouvrière britannique 1780-1914

Alan Grey

les bons caractères lbc

6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons Caractères – 2018
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-63-0
Dépôt légal 3e trimestre 2018


0 100 200 km
Mer du Nord
Écosse
Glasgow
Édimbourg
New Lanark
Northumberland
Newcastle
South Shields
Belfast
Irlande
Lancashire
Yorkshire
Leeds
Bradford
Rochdale
Hull
Dublin
Liverpool
Manchester
Sheffield
Pays de Galles
Derby
Nottingham
Midlands
Birmingham
Warwick
Oxford
Tonypandy
Newport
Bristol
Cardiff
Londres
Dorset
Tolpuddle
Île de Wight
Cornouailles
Manche

Introduction

C'est en Grande-Bretagne, il y a de cela plus de deux siècles, que le mode de production capitaliste prit son essor, métamorphosant la société comme seule la naissance de l'agriculture, 10 000 ans avant notre ère, l'avait fait. Entre 1780 et 1850, la généralisation des méthodes de production industrielles bouleversa le corps social britannique, avant de changer la face de la planète tout entière. Au sein de l'ancienne société grandit un groupe nouveau, celui de la bourgeoisie industrielle, bientôt si riche et si puissant que l'aristocratie terrienne et son État, déjà étroitement liés à la grande bourgeoisie marchande et bancaire, durent composer avec lui. Le monde du travail, lui aussi, changea de visage. En 1750, la grande majorité du peuple vivait dans les campagnes, occupée aux activités agricoles et souvent aussi à l'artisanat. En 1850, plus de la moitié des travailleurs vivaient dans les villes. Et le statut dominant n'était plus celui de l'artisan, fier de son savoir-faire et propriétaire de son outil de production. C'était celui du prolétaire, au sens moderne du mot, femme ou homme contraint, pour survivre, de vendre contre un salaire sa force de travail au patron le plus offrant. Ce monde ouvrier, perçu dans un premier temps dans la bonne société comme une abomination passagère, ne cessa ensuite de grossir, à mesure que l'industrie britannique se renforçait. En 1914, dans un pays qui avait vu sa population quadrupler depuis 1750, les

travailleurs manuels salariés représentaient près des trois quarts des actifs.

***

C'est dans ce pays pionnier que Marx et Engels, après l'échec des révolutions de 1848 en Europe, précisèrent leur analyse du capitalisme, par le décryptage des transformations se produisant sous leurs yeux, et qu'ils s'attelèrent à la construction d'un mouvement ouvrier international. Avant de devenir les machines bureaucratiques, si rétives à la grève, que nous connaissons aujourd'hui, les syndicats britanniques furent, pour reprendre les mots d'Engels, les « *écoles de guerre* » des travailleurs, des instruments forgés pour se défendre contre l'exploitation patronale, particulièrement féroce aux premiers temps de la révolution industrielle. Et les prolétaires britanniques furent les premiers au monde à exiger, certes confusément, un droit de regard sur la direction politique de la société, au travers du mouvement dit chartiste. Premier mouvement ouvrier de masse de tous les temps, le mouvement ouvrier britannique joua par bien des aspects un rôle précurseur qui justifie qu'on l'étudie de plus près. C'est d'autant plus nécessaire qu'il se développa d'une manière différente des mouvements français et allemand. Là où l'Allemagne vit la branche politique du mouvement ouvrier, le courant socialiste, prendre en charge directement la formation des syndicats partout où ses militants étaient présents, là où la France vit croître de façon séparée organisations politiques et syndicales, avec la constitution du POF puis de la SFIO d'un côté et de la CGT de l'autre, en Grande-Bretagne ce furent les syndicats qui finirent par créer leur propre instrument politique, un

Parti travailliste sans programme socialiste et cantonné à l'action parlementaire. Ce scénario fournit le modèle sur lequel se constitua le mouvement ouvrier dans les colonies de peuplement britanniques (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande).

***

En Grande-Bretagne comme plus tard en France ou en Allemagne, on assista à une lutte pour la direction du mouvement ouvrier entre partisans de la révolution sociale et avocats de la collaboration de classe, dont l'issue n'était pas écrite d'avance. Le choix de l'Union sacrée en août 1914 témoigna certes, en Grande-Bretagne comme ailleurs, de la victoire des seconds sur les premiers, mais il serait dommage d'oublier ce qui fit du mouvement ouvrier britannique, à bien des moments, un danger potentiel pour l'ordre établi. Si ce livre raconte l'histoire de la domestication des dirigeants des organisations dont se dota la classe ouvrière britannique, il voudrait aussi raconter celle des luttes qu'elle mena sans relâche, depuis l'introduction du machinisme jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Il s'agit d'une histoire jalonnée de manifestations, de grèves, voire d'émeutes et d'insurrections, où femmes et enfants jouèrent souvent les premiers rôles. Il s'agit aussi d'une histoire sans frontières, tant il est vrai que la classe ouvrière britannique naquit d'un brassage humain incessant, d'un flot alimenté d'abord par les campagnes anglaises, galloises et écossaises ; par celles de l'Irlande (intégrée de force au Royaume-Uni entre 1801 et 1921) ; mais aussi par les réfugiés politiques et économiques fuyant tel ou tel pays du continent européen. Le

berceau de la révolution industrielle fut le cœur d'un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais, englobant à son apogée près d'un quart des terres émergées et de la population mondiale. Et cela se traduisit bien sûr, au cours du XIX^e^ siècle, par une intense circulation des hommes et des idées, migrants et déportés emportant souvent dans leurs poches les graines de la subversion.

***

Cette histoire sera ici contée en trois temps. Dans une première phase, celle des débuts de la révolution industrielle, les initiatives de la toute jeune classe ouvrière, des révoltes luddites à la mobilisation chartiste, prennent souvent, par la force des choses, un caractère explosif. Une deuxième phase s'ouvre vers 1850, lorsque les associations des ouvriers qualifiés, de mieux en mieux organisées, parviennent au fil des grèves à s'imposer : dans une Grande-Bretagne désormais devenue l'atelier du monde, la bourgeoisie se résout à tolérer leurs représentants, afin de mieux les contrôler. Dans une troisième et dernière phase, du milieu des années 1880 au déclenchement de la Grande Guerre, un certain essor des idées socialistes et les efforts de la masse des prolétaires dits non qualifiés pour s'organiser aboutissent à une croissance sans précédent du mouvement ouvrier, sans que cela empêche la subordination de sa direction aux classes dirigeantes.

Première partie

La formation d'une conscience collective, des origines à 1850

Le mouvement ouvrier britannique, au sens d'organisations créées par les prolétaires pour défendre leurs intérêts, naît au cours de cette seconde moitié du XVIII^e siècle où la révolution industrielle bouleverse de fond en comble l'économie et la société. Car, dès l'instant où apparaît la classe ouvrière au sens moderne du mot, les individus qui la composent tentent de se coordonner pour résister aux nouvelles formes, capitalistes, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pourquoi la Grande-Bretagne s'industrialise-t-elle avant les autres pays européens ? Essor dans les entrailles de la société féodale d'une bourgeoisie commerciale et financière de plus en plus conquérante ; appui d'un État solide et centralisé à ses ambitions ; accumulation de capitaux dans ses coffres à l'ère des grandes découvertes via le développement du commerce international et du trafic des esclaves ; progrès technologiques fulgurants aiguillonnés par la concurrence et le besoin de débouchés des capitaux en question : tels sont les facteurs essentiels de ce décollage. En quelques décennies, l'industrialisation se propage aux pays proches, et c'est bientôt toute l'Europe occidentale qui dépasse le reste du monde, en productivité comme en production absolue.

Cette révolution industrielle se produisit d'abord dans le secteur du textile, où une succession rapprochée d'inventions (au premier chef celle de la machine à vapeur de James Watt et de machines à filer et à tisser le coton) enterra en quelques années les méthodes artisanales qui avaient eu cours depuis des siècles, et du même coup les anciens rapports sociaux, notamment les solidarités de corporation longtemps préservées par les guildes de métier. Le fil ou le

tissu produit par un homme en une journée pouvait désormais être produit par une machine en une demi-heure ou moins, incitant les propriétaires de capitaux à remplacer le travail à domicile par la concentration d'un maximum de bras à l'intérieur d'une manufacture. Là où le travailleur indépendant, même pauvre, jouissait d'une certaine autonomie, qui lui permettait de partager son labeur avec le reste de sa famille et de cultiver son lopin de terre, la nécessité poussa bientôt l'artisan trop indigent pour s'acheter des machines à aller se faire embaucher à la fabrique, où son savoir-faire ne valait plus rien.

Ce processus s'étala sur des décennies, gagnant petit à petit l'ensemble des métiers. Il n'en fut pas moins violent. Car renoncer à une relative indépendance et à la vie au grand air pour aller travailler en ville, dans des ateliers aussi sales que dangereux, cela ne pouvait résulter d'un libre choix. Il fallut les pressions exercées par des patrons avides de main-d'œuvre et la main de fer des pouvoirs publics pour l'imposer à la population. Des centaines de milliers d'individus furent arrachés à un mode de vie campagnard, certes misérable mais stable, pour être précipités vers les villes, leurs bagnes industriels, leurs taudis et la compétition impitoyable pour l'emploi. Dans les campagnes, pour inciter les plus petits paysans à partir, on accéléra le mouvement des enclosures, que Thomas More dès 1515 avait dénoncées dans son *Utopie*: en interdisant aux plus pauvres l'usage des terres communales et en regroupant de force les petites fermes, on leur ôtait leur gagne-pain. Quant au travail des enfants et des femmes, il se généralisa dans les industries textile et minière.

Ces mutations métamorphosèrent le pays : entre 1780 et 1850, Manchester passa de 50 000 à 300 000 habitants, et certaines bourgades du centre et du nord du pays virent leur population décupler. Elles permirent à une bourgeoisie industrielle d'émerger, de s'enrichir et de s'affirmer sur le plan politique, contestant à la vieille élite aristocratique et terrienne son monopole sur la gestion des affaires publiques. Mais elles virent aussi les victimes de ces transformations et les producteurs de cette fortune, à savoir les prolétaires, engager des luttes incessantes et multiformes pour changer leur sort. La plongée dans l'exploitation industrielle fut aussi synonyme, pour des centaines de milliers d'individus, d'élargissement des horizons géographiques et intellectuels. Si la terre s'était dérobée sous leurs pieds, c'était donc que les hiérarchies sociales elles-mêmes n'étaient ni sacrées ni éternelles.

Chapitre I^er^

Des résistances explosives et réprimées, 1780-1825

Dans son étude publiée en 1845 sur *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Friedrich Engels a bien montré comment les réactions à ces changements ne pouvaient, au départ, qu'être individuelles : la fuite, le vol ou le meurtre furent parmi les moyens utilisés pour essayer d'échapper à la condition ouvrière ou de se venger des humiliations. Mais, dans le même ouvrage, le compagnon de Karl Marx, installé à Manchester pour s'occuper de l'entreprise paternelle mais surtout très familier du large et dynamique milieu des militants ouvriers, souligne également avec quelle rapidité les réactions collectives se développèrent, et avec quelle détermination elles furent réprimées par les patrons et l'État.

Naissance des syndicats de métier

Dès la seconde moitié du XVIII^e^ siècle, des associations de compagnons se développent, unifiant ces artisans devenus trop pauvres pour se mettre à leur compte et contraints de parcourir le pays pour vendre leur force de travail. Se voulant les héritières des guildes du Moyen Âge, dont elles perpétuent rites et symboles, ces organisations s'en

distinguent en fait par un caractère de classe radicalement nouveau : elles regroupent des ouvriers visant à faire valoir leurs droits de salariés face à leurs employeurs, et non des maîtres en position d'embaucher apprentis et tâcherons. C'est l'absence d'emploi qui les pousse à quitter leur lieu de résidence pour errer de ville en ville, et leur statut par définition précaire d'artisan itinérant qui les pousse à former des associations d'entraide. Au départ, les noms de ces regroupements varient : on parle au choix de club, d'amicale ou de syndicat de métier (*craft union*). Mais les fonctions fondamentales sont les mêmes : moyennant cotisation, on a droit à une aide pour trouver un emploi, voire à une indemnisation en cas de licenciement ou d'accident, ce qui n'est pas rien à une époque où la protection sociale est dérisoire. Si ces groupes se retrouvent parfois dans des pubs, leurs membres, fiers de leur qualification et de leur culture d'autodidactes, sont souvent des antialcooliques virulents, pour qui dignité ouvrière est synonyme de tempérance, et ils se réunissent de préférence dans des salles prêtées par telle ou telle secte protestante.

Bientôt, une appellation se généralise, celle de *trade union*, qui sera traduite à partir d'ici par syndicat. Ces organisations jouent d'emblée un rôle revendicatif. Pour obtenir un niveau de rémunération correct de la part des employeurs, elles réclament par exemple des accords pour toute une profession à l'échelle d'une localité ou d'une région. Les réseaux tissés par les cordonniers et les chapeliers se montrent parmi les plus intrépides, et c'est à Londres, ainsi que dans les plus grandes villes, qu'ils pèsent le plus. Mais tous les patrons n'acceptent pas ces syndicats ni le

principe de la négociation collective. Une menace de grève, de destruction de matériel ou de meurtre les font parfois plier, mais pas toujours. En 1801, un patron de chantier naval de South Shields, dans le Nord-Est, refusa par exemple d'obéir à la lettre anonyme suivante : « *Toi, Bulmer, si tu ne donnes pas aux charpentiers une guinée par semaine, aussi sûr que l'Enfer est brûlant, avant la fin de l'hiver on te descend.* » Pas étonnant que les employeurs aient tenté de se prémunir contre la pression des syndicats, en constituant des listes noires de meneurs à n'employer sous aucun prétexte, ainsi qu'en faisant adopter, entre 1720 et 1799, près d'une trentaine de mesures antisyndicales. Car faire pression collectivement sur les employeurs était considéré par les députés comme une « entrave au commerce ».

L'élan de la Révolution française

Les premières organisations dont se dota la classe ouvrière britannique furent d'autant plus persécutées que leur naissance coïncida avec une période à haut risque pour les couches dominantes : celle de la Révolution française. Les idéaux défendus par les masses populaires à Paris et dans les provinces rencontrèrent en effet un écho très favorable au Royaume-Uni. Révélateur est le succès du fabricant de corsets Tom Paine, agitateur anglais qui, après avoir participé à la révolution américaine de 1776 et s'être fait élire député à la Convention en 1792, fut condamné par contumace à la pendaison pour son ouvrage *Les Droits de l'Homme* (1791-1792), qui se vendit à plus de 50 000 exemplaires et fut lu à voix haute dans bien des tavernes. La critique des privilèges et de la monarchie, la défense du

suffrage universel voire de l'égalitarisme : ces thèmes rappelaient ceux développés par les courants les plus radicaux de la révolution anglaise du XVII^e siècle ; surtout, ils répondaient aux besoins du moment, exprimant les sentiments d'injustice éprouvés par le petit peuple des artisans paupérisés. Dans ce contexte international explosif, tout ce que les îles Britanniques comptaient de propriétaires craignait une contamination révolutionnaire, surtout après la chute de la monarchie française en 1792. Pour la contenir, mais surtout pour tenter de profiter de l'affaiblissement supposé de ce vieux rival qu'était l'État français, le gouvernement se lança en 1793 dans une guerre contre la France qui devait durer jusqu'en 1815 et se traduisit par une hausse du prix des denrées alimentaires. Le mécontentement, général dans les classes laborieuses, gagna jusqu'à la marine nationale, qui connut en 1797 d'importantes mutineries. Une chape de plomb répressive s'abattit pendant deux décennies sur l'ensemble du pays. Ses dirigeants politiques avaient beau se vanter d'être à la tête d'une monarchie parlementaire modèle, issue d'une Glorieuse Révolution (1688) en tous points plus présentable que l'insensée Révolution française, ils prirent soin de placer la population sous liberté surveillée.

Une organisation fondée en 1792 par des artisans et des intellectuels radicaux, la Société de correspondance de Londres, cristallisa un temps les angoisses de l'élite. Pour l'empêcher de nuire, une loi sur les associations fut votée en 1799, interdisant les sociétés de correspondance et restreignant la liberté de la presse. Elle fut suivie en 1800 par une autre loi qui interdit les syndicats regroupant les membres

d'une même profession en vue de la défense de leurs intérêts matériels. Les lois de 1799-1800 furent appliquées avec zèle. Toute action de type syndical fut systématiquement punie d'amende, de trois mois d'incarcération ou de deux mois de travaux forcés, si bien que, pour contourner la législation, les travailleurs durent recourir à des subterfuges. Puisque les activités de nature mutualiste étaient demeurées légales, ils utilisèrent leurs mutuelles comme couvertures. La multiplication de ces caisses pendant les guerres napoléoniennes ne fut donc pas le signe d'une modération accrue des ouvriers, au contraire, puisque chacune était potentiellement une caisse de grève. D'ailleurs, même interdits, bien des syndicats parvinrent à imposer leurs revendications, en particulier lorsque le savoir-faire de leurs membres était incontournable et que, tels les imprimeurs, ils contrôlaient l'accès au marché du travail. Et puis, pour les plus anciens d'entre eux, l'expérience de l'illégalité n'était pas nouvelle : les Chevaliers de l'aiguille, comme se faisait appeler le syndicat des tailleurs, avaient ainsi un état-major de rechange en cas d'arrestation de leur direction.

Briser les machines

En 1806, le Premier ministre qui avait été le maître d'œuvre des lois antisyndicales, Pitt, décéda. Il appartenait au vieux clan parlementaire dit tory qui devait adopter officiellement l'appellation de Parti conservateur dans les années 1830, ce parti aujourd'hui encore surnommé tory

en référence à ses lointaines origines[1]. Les autorités pensèrent alors pouvoir desserrer l'étau et les travailleurs ne tardèrent pas à profiter de cette relative détente. En 1811-1812 se déroula la première vague de révolte ouvrière de grande ampleur depuis le début de la révolution industrielle : le mouvement dit luddite, car les travailleurs qui l'animèrent se réclamaient d'un mystérieux « général Ludd, de la forêt de Sherwood ». La rébellion luddite fut l'œuvre de tisserands et de fileurs qualifiés, ex-travailleurs à domicile, que les progrès du machinisme avaient réduits au chômage ou à se faire embaucher dans les nouvelles manufactures pour un maigre salaire. Elle affecta principalement le Lancashire, le Yorkshire et les Midlands, les régions où les avancées techniques étaient les plus fulgurantes. Le mode d'action des luddites était le suivant : avant de frapper une entreprise, envoyer une lettre au patron, anonyme ou signée du général Ludd, lui intimant l'ordre d'augmenter les salaires dans un délai donné ; puis, une fois le délai expiré, briser les machines de l'entreprise en question, en général lors d'une opération de nuit. Sans doute les luddites se battaient-ils pour un impossible retour au passé. Mais, ce faisant, ces nouveaux prolétaires préparaient aussi l'avenir, en apprenant à s'organiser face à leurs exploiteurs.

Les classes dirigeantes ne s'y trompèrent pas, en durcissant encore la législation. En 1812, le bris de machine devint passible de la peine de mort et, au cours des années suivantes, des dizaines de luddites furent arrêtés, déportés

1. Au début du XIX[e] siècle, l'autre grande faction parlementaire, tout aussi liée à l'aristocratie terrienne, était la famille des whigs, qui se mua en Parti libéral en 1859. Le Parti libéral devint petit à petit le porte-parole de la bourgeoisie.

en Australie ou pendus. En 1813, une importante attaque antiouvrière, l'abrogation du statut des artisans de 1563 (qui jusque-là donnait à des magistrats locaux et non aux patrons le pouvoir de fixer salaires et règles d'apprentissage) jeta encore de l'huile sur le feu. Mais la brutalité de la répression ne suffit pas à empêcher, en 1816, une seconde poussée de fièvre, cette fois sur un terrain politique.

Le combat pour le droit de vote

En 1815, deux conditions importantes étaient réunies pour que la colère ouvrière s'exprime de nouveau. Sur le plan économique, le pays venait d'entrer dans une phase de récession aux conséquences désastreuses pour le niveau de vie des prolétaires. Sur le plan politique, la victoire sur Napoléon avait entraîné un assouplissement de la répression, ouvrant une brèche aux revendications ouvrières. On vit ainsi en 1817 et 1818 des grèves de tisserands dans le Derbyshire puis le Lancashire prendre un caractère quasi insurrectionnel.

Les travailleurs n'étaient pas les seuls à tirer parti de la détente au sommet. Au cours de cette période, la bourgeoisie industrielle n'avait pas encore conquis le droit de participer à la gestion de l'État au même titre que la noblesse. C'est pourquoi les combats ouvriers de la première moitié du XIX^{e} siècle ne se firent pas toujours en opposition à la bourgeoisie, mais parfois à ses côtés, voire sous sa direction, notamment lorsque les revendications étaient d'ordre politique. Cependant, même lorsque les slogans restaient sur un terrain démocratique acceptable par la bourgeoisie, la mobilisation des classes laborieuses prenait des formes

subversives qui avaient de quoi inquiéter l'ensemble des classes possédantes, bourgeois compris. De plus, les exploités, quoique très attachés à l'obtention du droit de vote, se cantonnèrent rarement à cette question et mirent souvent en avant des exigences propres, ainsi qu'en témoignent les événements phares de l'époque.

En 1816, à Londres, un rassemblement en faveur de la réforme électorale, commencé pacifiquement sous la présidence de l'orateur Henry Hunt, tourna finalement à l'émeute (*Spa Fields Riot*). En 1819, à Manchester, une manifestation pour le suffrage universel fut réprimée dans le sang à St Peter's Fields, au point que toute la presse ne parla plus que des onze morts du « massacre de Peterloo », par analogie avec le bain de sang de Waterloo (1815) encore dans toutes les têtes. Ces protestataires, ouvriers ou petits bourgeois, se réclamaient en général de la branche la plus à gauche du libéralisme bourgeois, à savoir de l'idéologie dite radicale, héritière de la Révolution française et de ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Sans doute y avait-il parmi eux plus d'un syndicaliste. Mais les syndicats en tant que tels, étant encore interdits, se tinrent plutôt à distance de ces mouvements, afin d'éviter des démêlés supplémentaires avec la justice. Face à ces révoltes, le gouvernement usa comme de coutume du bâton. En 1817, il fit passer une série de lois visant à bâillonner les contestataires, qui furent complétées en 1819 par six autres lois répressives. La presse politique populaire fut particulièrement visée, avec l'obligation pour tout journal de porter un timbre fiscal qui le mettait hors de portée des bourses les plus modestes. Mais 1819 marqua aussi un pas vers une

politique d'apaisement vis-à-vis du monde ouvrier, avec l'adoption d'une loi sur les fabriques (*Factory Act*) qui interdit le travail des enfants de moins de neuf ans dans l'industrie cotonnière. Certes, elle épargnait l'industrie minière, et aucun inspecteur ne fut nommé pour en faire respecter les dispositions. Mais le geste était significatif: dans la classe politique, on commençait à comprendre que l'agitation ouvrière ne pouvait être contenue sans prendre un minimum de mesures contre la misère sociale.

Chapitre II

Une solidarité en progrès et sous surveillance, 1825-1838

En 1824, suite à la campagne menée par le maître tailleur Francis Place, les lois sur les associations de 1799 et 1800 furent abrogées. Cela revenait à légaliser les syndicats et les grèves. Mais l'appel d'air fut si spectaculaire, les arrêts de travail si nombreux, que ces lois furent remplacées dès 1825 par une autre, qui mit d'étroites limites à cette légalisation. L'application de la loi demeurait entre les mains de juges appartenant aux classes possédantes, qui dans un piquet de grève voyaient aisément une molestation et dans l'adhésion à un syndicat une conspiration. Les patrons conservèrent le droit d'embaucher et de licencier selon leur bon vouloir. Et quand les whigs (libéraux) reprirent le gouvernail de l'État en main après des décennies de pouvoir tory quasi continu (1783-1830), cela ne produisit pas de changement significatif pour les travailleurs : les tribunaux continuèrent dans une large mesure à punir et à emprisonner comme avant 1824.

Des réseaux syndicaux élargis

Le prolétariat chercha toutefois rapidement à profiter de l'étroite marge de manœuvre qui lui était laissée. Dès 1825,

les syndicats de métier commencèrent à apparaître publiquement, et d'autres, moins corporatistes, en firent autant, chez les mineurs du Northumberland, par exemple[2]. Dans le textile aussi, de nouveaux syndicats au recrutement plus large virent le jour, comme à Glasgow, en Écosse, où fut fondé en 1833 le premier syndicat admettant des membres des deux sexes – il comptait d'ailleurs une majorité de femmes. Dans ce secteur métamorphosé par les progrès du machinisme, la main-d'œuvre, constituée majoritairement de femmes et d'enfants, était pour l'essentiel non qualifiée et encore plus exploitée et mal payée que les artisans itinérants.

L'assouplissement de la législation rendit possible un foisonnement d'expériences, et notamment des tentatives inédites d'organiser la classe ouvrière dans son ensemble, que l'industrialisation galopante mettait à l'ordre du jour, malgré les difficultés matérielles qu'il y avait encore à se déplacer et à communiquer. En effet, au fil des années, il se confirmait que le prolétariat n'était pas un phénomène passager, mais bien une catégorie sociale en expansion. Les premières organisations s'étaient limitées à un métier, dans une ville, voire une usine. Et, fragiles, elles avaient succombé, qui à un indicateur, qui à un trésorier trop gourmand. Mais il fut de plus en plus question de rassemblements régionaux et nationaux, de syndicats englobant la totalité des salariés d'une branche d'activité, voire ceux du pays tout entier. En 1829, pour surmonter les divisions

2. Ce fut au cours de ces années-là qu'on commença à parler des briseurs de grève comme de *blacklegs* (jambes noires), car c'était à la couleur de son pantalon qu'on reconnaissait le mineur descendu au fond de la mine malgré les consignes du syndicat.

entre localités qui rendaient possible le recrutement de briseurs de grève, l'Irlandais John Doherty tenta de monter un Syndicat national des fileurs puis, en 1830, une Association nationale pour la protection du travail, qui dépassa les 50 000 adhérents. Si ces deux organisations disparurent en moins de deux ans, l'idée était semée d'organisations associant tous les prolétaires du pays.

La multiplication des syndicats traduisait la volonté grandissante des exploités d'avoir à leur disposition des instruments de lutte permanents, mais n'excluait pas le recours aux méthodes radicales qui avaient été de rigueur au cours de la période précédente, lorsque les syndicats étaient formellement interdits. Une crise économique brutale en 1825 mena dans le Lancashire à de véritables émeutes en 1826. En 1830, ce furent les ouvriers agricoles du sud-est de l'Angleterre qui s'enflammèrent, avec les émeutes dites « du capitaine Swing », actions attribuées par leurs auteurs à un redresseur de tort imaginaire, rappelant le général Ludd des luddites. Dix-neuf hommes et adolescents furent exécutés, 481 déportés en Australie et plus de 600 emprisonnés.

La lutte pour le suffrage universel continue

En parallèle, l'agitation populaire pour le droit de vote connut un renouveau, encouragée par le succès obtenu, en 1829, par la campagne des catholiques irlandais pour le droit de siéger au Parlement britannique. En 1830 se forma à Birmingham une Union politique où les ouvriers n'étaient pas les dirigeants (les industriels, encore majoritairement exclus du droit de vote, se réservèrent ce rôle), mais dont ils constituèrent les troupes. Simultanément

se forma une Union nationale des classes laborieuses, qui publiait son propre journal (*The Poor Man's Guardian*, Le Gardien du pauvre) et y expliquait, schémas à l'appui, comment se servir d'un fusil ou former une milice. Cet hebdomadaire, fondé par l'ouvrier imprimeur Henry Hetherington et édité de 1831 à 1835, était vendu pour la modique somme d'un penny, ce qui était un défi ouvert à la loi. Il eut jusqu'à 20 000 acheteurs par semaine, et probablement dix fois plus de lecteurs. À l'automne 1831, lorsque la Chambre des lords (la chambre haute du Parlement, occupée par les membres de l'aristocratie et les principaux dignitaires de l'Église anglicane) rejeta un projet de réforme électorale que la Chambre des communes (la chambre basse, élue) avait accepté, des émeutes se produisirent à Bristol, Derby et Nottingham. Jusqu'à quel point les bourgeois partisans de cette réforme étaient-ils favorables à de telles explosions qui, après tout, pouvaient menacer l'ordre social dont ils vivaient si bien ? Le fait est que leurs représentants n'hésitèrent pas, pour s'assurer du soutien des masses ouvrières, à se revendiquer avec démagogie d'une « union des producteurs contre les oisifs ».

La « grande réforme » électorale que les lords concédèrent finalement en mai 1832 est souvent présentée aujourd'hui comme un premier pas vers la conquête du suffrage universel en Grande-Bretagne. Mais c'est une reconstruction trompeuse : en fait, les députés qui l'adoptèrent le firent dans l'urgence, pour éviter de nouvelles insurrections populaires, et avec l'espoir qu'elle serait la dernière. Il ne s'agissait pas de reconnaître des droits politiques à l'ensemble de la population. Car, à leurs yeux,

cela aurait été se soumettre à une dictature de la « multitude porcine » qui ne pouvait qu'engendrer le chaos. Non, il s'agissait d'abord pour eux d'un choix tactique destiné à briser le front des partisans de la réforme électorale, en accédant aux revendications des milieux bourgeois, sans rien céder aux classes laborieuses. En 1832, la majorité libérale des Communes vota une réforme qui, en redessinant les circonscriptions électorales, donna enfin aux régions industrielles une représentation plus significative au Parlement. Mais elle n'étendit le droit de vote qu'aux électeurs masculins les plus aisés, soit 15 % de la population masculine : le droit de vote restait un privilège et, dans la classe ouvrière, on parla avec rage d'une grande trahison.

Robert Owen : succès et limites du socialisme utopique

Dans les années 1820 et 1830, Robert Owen, un patron philanthrope qui, depuis 1817, se déclarait socialiste, obtint une audience grandissante dans le milieu ouvrier. Originaire du pays de Galles, il avait fait de New Lanark, l'entreprise écossaise dont il avait acquis la direction puis la propriété en 1799, un terrain d'expérimentation pour ses conceptions sur la nécessaire réorganisation de la société. Inspiré par les convictions des plus matérialistes des philosophes des Lumières quant à la perfectibilité de l'espèce humaine, influencé par les autres penseurs et entrepreneurs de son temps qui, face aux horreurs de la révolution industrielle, cherchaient à humaniser l'économie, convaincu que « le travail est source de toute richesse », il fit de New Lanark, où les heures de travail étaient limitées à dix par

jour et où les enfants comme les adultes recevaient une éducation parallèlement à leur travail productif, une usine et un village modèles. Recevant la visite d'intellectuels, de patrons et d'hommes politiques du monde entier, il avait cru, comme tant d'autres utopistes de son époque, que la preuve par l'exemple suffirait à convertir ces décideurs à une gestion plus éclairée de leurs ressources humaines ; il plaçait son espoir dans la multiplication de communautés fonctionnant sur le modèle de New Lanark, qui finiraient par se fédérer et englober le monde entier dans un vaste réseau coopératif, par la voie de la conciliation et non de la lutte de classe. Bien sûr il n'en fut rien, les patrons britanniques tenant à exploiter sans entraves. Découragé, Owen partit aux États-Unis en 1825 tenter une nouvelle expérience de socialisme à petite échelle, où il investit 80 % de sa fortune, sans succès. La demi-douzaine de communautés qu'il parraina dans les îles Britanniques furent elles aussi de courte durée.

Malgré ces échecs, toute une génération de jeunes ouvriers britanniques se retrouvait dans la perspective ouverte par Owen d'une société sans exploitation, où la solidarité entre les producteurs serait le maître mot. Lui-même tira les leçons de ses échecs, exprimant de plus en plus ouvertement l'idée que réformer le système était une impasse et qu'une refonte plus globale s'imposait. Et il devint de fait le père spirituel d'une foule d'associations et de publications propageant ses idéaux, en particulier de coopératives fondées dans les interstices de l'économie capitaliste par des ouvriers cherchant à échapper à l'exploitation. Cinq

cents ateliers autogérés se fédérèrent en 1832 au sein d'une Bourse nationale du travail équitable.

La propagande pour le remplacement du capitalisme par une économie collectivisée, reposant sur la collaboration entre coopératives ouvrières, monta encore d'un cran avec la formation en 1834 d'une association inédite, la *Grand National Consolidated Trades Union* (GNCTU), qui malgré son nom fut bien plus qu'un grand syndicat. En quelques semaines, la GNCTU revendiqua un demi-million d'adhérents. Elle accueillit en son sein de nombreux travailleurs vierges de toute expérience d'organisation, en particulier des ouvrières qui y formèrent parfois leurs propres « loges » de tailleuses ou de bonnetières. La GNCTU, première association ouvrière à vocation universelle, mettait en avant la défense des intérêts matériels des travailleurs, en prônant notamment la journée de huit heures, au lieu de celle de douze heures ou plus pratiquée alors dans le textile. Malgré son effondrement au bout de quelques mois (elle ne parvint pas à dépasser les 20 000 cotisants) et la mise en retrait d'un Robert Owen plus à l'aise dans l'expérimentation sociale que dans l'organisation de la classe ouvrière, la GNCTU avait popularisé des idées nouvelles et précieuses : d'une part que le capitalisme n'était pas la fin de l'histoire, d'autre part que les travailleurs avaient à se regrouper sur la plus large échelle possible pour avoir une chance de le renverser.

Des campagnes fédératrices

En 1834, dans un village du Dorset appelé Tolpuddle, six membres de la GNCTU furent arrêtés pour avoir prêté

des serments illégaux. Emmenés par deux frères, George et John Loveless, ces ouvriers agricoles s'étaient juré une solidarité à la vie à la mort, et ils furent pour cela arrêtés avant même d'avoir eu le temps de présenter leurs doléances à leur employeur. « *Nous nous unissons pour nous protéger, nous, nos femmes et nos enfants, de la famine et de la dégradation, nous n'avons blessé personne* », expliqua George lors du procès ; à quoi il lui fut répondu qu'ils n'étaient condamnés pour aucun crime en particulier mais « *en tant qu'exemple pour la classe ouvrière de ce pays* ». En les déportant pour sept ans en Australie, le gouvernement espérait asséner à la GNCTU un coup mortel. Quant aux patrons, ils pensaient bien qu'ils auraient ensuite les mains plus libres pour faire signer à leurs salariés des engagements à ne pas se syndiquer. Mais la campagne en faveur du retour des « six martyrs de Tolpuddle » prit de l'ampleur. Un meeting rallia jusqu'à 35 000 personnes à Londres et ils furent libérés en 1836-1837. L'association d'Owen avait fait long feu. Mais le simple fait que la pétition pour leur retour au pays ait recueilli 800 000 signatures reflétait la solidarité croissante entre les exploités.

Au même moment, en 1834, cette solidarité fut mise à l'épreuve par l'introduction d'une nouvelle loi sur les pauvres, qui contraignait tout ouvrier sans emploi au travail forcé dans une *workhouse* s'il voulait toucher une aide sociale. Ces maisons de travail, en réalité des asiles pour pauvres au régime quasi carcéral, furent bientôt appelées des « bastilles » par celles et ceux qu'on y enfermait. Aux yeux des possédants, l'assistance publique aux miséreux était devenue trop coûteuse : on théorisa donc l'idée qu'il

était possible de remettre les « faux chômeurs » au travail, à condition de les menacer de conditions de travail qui soient pires encore dans ces asiles que dans les usines. Cette loi, qui criminalisait les pauvres en les rendant responsables de leur propre misère, séparait les hommes et les femmes, et les privait de leurs enfants, fut tout de suite détestée et combattue. Elle constituait une preuve de plus que la Chambre élue en 1833 avec une majorité whig, dans laquelle une poignée des anciens alliés bourgeois des ouvriers avaient fait leur entrée, ne leur était pas plus favorable que les anciennes Chambres monopolisées par les grands propriétaires terriens.

À cette attaque en règle, les prolétaires des régions du Nord, les plus industrielles, répondirent dès 1837 par une large campagne pour l'abolition de la loi sur les pauvres. Or dans le Lancashire, chez les ouvriers du coton, comme dans l'ouest du Yorkshire, chez ceux de la laine, les travailleurs disposaient déjà d'une organisation, des comités formés au début des années 1830 pour revendiquer la journée de dix heures. Si cette organisation ne leur permit pas d'imposer l'abolition de cette loi scélérate, leur mobilisation montra que la classe des travailleurs, quoique exclue de la vie politique, entendait bien peser sur les décisions l'affectant, et qu'elle ne se laisserait pas embastiller sans broncher. Tandis que la bourgeoisie apprenait à faire entendre sa voix au sein des deux grands partis traditionnels des classes possédantes, les ouvriers apprenaient eux aussi à faire de la politique, et notamment à se méfier de ces gouvernements qui un jour accordaient une avancée législative pour, le lendemain, user de la matraque. Chaque combat rendait plus

tangible le fait que l'État n'était pas du côté des pauvres, et qu'il ne pourrait y avoir de progrès durable pour les travailleurs sans un changement radical de l'ordre établi.

Chapitre III

Le chartisme, premier mouvement ouvrier de masse, 1838-1850

Au cours de la seconde moitié des années 1830, les ouvriers floués par la réforme électorale de 1832 se mirent de nouveau en branle pour la défense de leurs droits politiques. Mais ils le firent cette fois-ci pour leur propre compte, à travers une mobilisation sur une échelle et d'une profondeur sans précédents, une mobilisation dont les revendications dépassèrent de très loin la question de la réforme électorale. Leurs préoccupations étaient d'abord matérielles car, à l'heure où les progrès techniques permettaient de produire des richesses comme jamais, il était insensé que les producteurs croupissent dans la pauvreté. Or, dans ce pays dont le Parlement comptait parmi les plus puissants d'Europe, le droit d'y siéger pouvait sembler un moyen de conquérir l'égalité sociale : les classes laborieuses formant la majorité de la population, l'obtention du suffrage universel apparaissait comme la voie la plus directe pour faire prévaloir leurs intérêts face à ceux des privilégiés. Aussi les efforts des militants pour améliorer la condition ouvrière s'unifièrent-ils, pendant toute une décennie, derrière un programme politique : la Charte du peuple.

1838-1839 : des pétitions de masse à une insurrection manquée

En mai 1838, des membres de l'Association des travailleurs de Londres, dont Place, Hetherington et l'ébéniste William Lovett, publièrent un texte intitulé la Charte du peuple (*People's Charter*) qui résumait en six points les exigences du monde du travail : suffrage universel masculin, scrutin à bulletin secret, nombre d'électeurs égal dans toutes les circonscriptions, abolition de l'obligation d'être propriétaire pour être éligible, rémunération des députés, élection annuelle du Parlement. Sous cette bannière se rassemblèrent toutes les composantes du mouvement ouvrier naissant (syndicalistes, démocrates radicaux, socialistes owenistes), et surtout une foule de femmes et d'hommes qui n'avaient encore jamais fait de politique.

Produit dans le milieu des artisans londoniens, le texte trouva vite un écho dans les régions plus industrielles du Centre et du Nord, et parmi les ouvrières et ouvriers les moins qualifiés des secteurs minier et textile, qui constituèrent jusqu'au bout les bataillons les plus actifs du mouvement. Ainsi, le premier meeting chartiste se déroula le 21 mai 1838 à Glasgow, la capitale économique de l'Écosse, ville choisie car des syndicalistes y avaient récemment été condamnés à la déportation pour leur rôle dirigeant dans une grève : les 15 000 travailleurs présents furent les premiers à acclamer le vote de la Charte comme un objectif de lutte. Il est également significatif que le journal emblématique du chartisme, *The Northern Star* (L'Étoile du Nord), ait été publié à Leeds, dans le Yorkshire. Il avait été lancé en 1837 par l'Irlandais Feargus O'Connor, un fils de

propriétaire terrien protestant qui avait connu son premier engagement dans la lutte contre les discriminations anticatholiques en Irlande. Le tirage de cet hebdomadaire devait atteindre les 60 000 exemplaires en juillet 1839, grâce à son prix accessible, ses huit éditions adaptées aux régions, et sa première page politique plutôt que publicitaire – un choix inhabituel pour l'époque. Dans la foulée du *Northern Star*, des publications chartistes, plus ou moins durables, virent le jour par centaines. S'y déployait, sous forme de lettres, de chansons et de poèmes, toute la créativité d'une classe opprimée en rébellion. Ce fut par l'intermédiaire de son journal qu'O'Connor popularisa l'idée d'une convention nationale de défense de la Charte, afin de donner une colonne vertébrale à la mobilisation.

Au cours de l'été 1838, le mouvement prit la forme d'immenses rassemblements populaires, où l'on accourait pour écouter les champions de la Charte et signer la pétition en sa faveur. Deux cent mille participants à Birmingham, 250 000 à Leeds, 300 000 à Manchester : en fait ces meetings se tenaient souvent dans les campagnes environnantes, car de telles foules exigeaient de très grands espaces. Comme le note le tailleur Robert Lowery dans ses souvenirs, on n'avait jamais vu cela, ni pour les martyrs de Tolpuddle ni pour la journée de dix heures : « *Jusqu'à ce jour, je n'avais jamais vraiment éprouvé ce qu'est une multitude.* [...] *Il y avait des centaines de groupes de musique. Je ne comprenais pas d'où tous ces gens arrivaient, car à chaque coin de rue, dans le moindre espace, on voyait des milliers de personnes qui regardaient la foule défiler en attendant de s'y joindre.* » Et son récit se poursuit avec la description d'une marée de

drapeaux et de visages radieux, et l'évocation des cris de joie à chaque fois qu'arrivait sur la lande un cortège d'une nouvelle localité. On était loin des actions minoritaires et nocturnes des luddites.

En février 1839 se réunit à Londres la première assemblée nationale chartiste, où 53 délégués représentaient le million de signataires (1 280 000 exactement) de la pétition. Fiers de ces assises, les mandatés prirent l'habitude de faire suivre leur signature des initiales MC, pour « membre de la convention », une manière de défier les membres de la Chambre des communes, qui faisaient (et font encore) suivre la leur des initiales MP, pour « membre du Parlement ». La préoccupation majeure des délégués était la suite à donner au mouvement au cas, fort probable, où le Parlement rejetterait la pétition. Nombreux étaient les partisans d'un « mois sacré », autrement dit d'une grève générale qu'il ne faudrait cesser qu'avec la victoire de la Charte. Anticipant la réaction du gouvernement, les représentants de Newcastle prévenaient : « *S'ils nous refont le coup de Peterloo* [référence au massacre du 16 août 1819], *nous leur ferons le coup de Moscou* [référence à la destruction de Moscou par Napoléon]. » Le nom officiel du congrès, la Convention générale des classes industrieuses, reflète bien l'ambiguïté du caractère social du chartisme à ses débuts : il rallia en effet au départ la fraction de la bourgeoisie qui était encore privée du droit de vote. Néanmoins il fut décidé que la convention suivante se tiendrait à Birmingham, plus au nord, afin de faciliter les déplacements des délégués des localités les plus pauvres.

Le 12 juillet 1839, deux mois après la réception d'une pétition qui pesait cinq tonnes, les Communes rejetèrent la Charte par 235 voix contre 46. Le fait que la majorité des députés n'aient même pas pris la peine de se déplacer pour le vote traduisait, plus encore que le résultat lui-même, le mépris de classe des parlementaires. L'amertume était immense et la colère ouvrière donna lieu à des affrontements avec la police, en particulier à Birmingham. L'attitude du Parlement apportait de l'eau au moulin de ceux qui estimaient que l'arme de la « force morale » qu'était la pétition avait fait son temps, et que la situation justifiait désormais le recours à la « force physique ». Julian Harney, un dirigeant de l'aile gauche du mouvement, défendit ainsi le projet d'une « grande vacance nationale » à partir du 12 août, afin de paralyser l'économie du pays. Mais, lors de sa tournée à travers le pays, il se heurta à la fois au découragement des travailleurs et au harcèlement des autorités, et la « grande vacance » fut décommandée.

Cela n'empêcha pas 10 000 mineurs et métallurgistes, armés de piques et de 500 armes à feu, de prendre d'assaut la mairie de Newport, au pays de Galles, le 5 novembre 1839, suite à l'arrestation de l'un de leurs dirigeants. Ce fut d'ailleurs la dernière tentative d'insurrection populaire armée dans l'histoire de la Grande-Bretagne. Mis en déroute, les insurgés y laissèrent vingt des leurs, dont l'ébéniste George Shell, qui avant l'opération avait laissé à ses parents le mot suivant : « *Je serai ce soir engagé dans un combat pour la liberté et, si Dieu veut bien épargner ma vie, je vous reverrai bientôt ; sinon, ne pleurez pas pour moi, je serai tombé pour une noble cause.* » Il avait 17 ans. Trois meneurs, condamnés à mort,

virent leur peine commuée en déportation. L'insurrection de Newport servit de prétexte à une vague de répression contre les chartistes : 500 de leurs dirigeants furent arrêtés au cours des mois suivants. Elle donna aussi une excuse à nombre des sympathisants petits-bourgeois du chartisme pour abandonner le mouvement.

1840-1842 : persistance et amplification de la mobilisation

Malgré le rejet de la première pétition, la déception et le durcissement de la répression, le chartisme survécut, sous des formes très diverses. Le dimanche matin, on envahissait les églises anglicanes à l'heure du sermon. L'Église anglicane étant religion d'État, elle était dirigée par la reine Victoria et liée à l'aristocratie. On exigeait donc du pasteur qu'il lise à haute et intelligible voix les passages de la Bible les plus critiques envers les riches. Comme cela n'était pas encore suffisant, on fonda même des Églises chartistes. Par ailleurs, bien que la Charte n'ait pas défendu le suffrage des femmes, elles furent extrêmement nombreuses à s'investir dans le mouvement, que ce soit en tant que travailleuses ou que parentes de travailleurs. Sur dix ans, les historiens ont ainsi dénombré une centaine d'organisations de femmes chartistes.

Le chartisme consolida donc son implantation. La ténacité d'O'Connor y fut pour quelque chose. Même pendant les dix-huit mois qu'il passa dans la prison de York, il livra chaque semaine son éditorial politique et réussit ainsi à faire en sorte que le mouvement garde son cap. En 1840 fut fondée l'Association nationale pour la Charte, qui compta

bientôt 400 sections locales et 50 000 adhérents. O'Connor, orateur charismatique et organisateur de talent, était entouré de seconds fort capables, au nombre desquels le juriste Bronterre O'Brien, lui aussi irlandais, qui avait fait ses classes au *Poor Man's Guardian*. Il y avait certes des divergences au sein du mouvement, par exemple entre les républicains radicaux, qui estimaient que le combat ne serait terminé que lorsque « *le dernier roi serait étranglé avec les entrailles du dernier évêque* », et les modérés comme Lovett, qui rêvaient d'un vaste plan d'éducation des masses, seul à même, selon lui, de convaincre les riches que le suffrage universel ne serait pas l'apocalypse. Pour sa part, O'Connor s'abstenait d'embrasser le camp de la « force physique » contre celui de la « force morale ». Sa ligne de conduite, « *pacifiquement si possible, par la force si nécessaire* », lui permettait d'incarner l'unité du mouvement, malgré les défauts personnels, dont un certain autoritarisme, que ses ennemis ou rivaux lui prêtaient.

La seconde pétition pour la Charte, remise au Parlement le 2 mai 1842, recueillit plus de signatures encore que la première : plus de trois millions. Cela n'empêcha pas les représentants des classes possédantes de la repousser par une majorité plus forte encore : 287 voix contre 46. Comme trois ans auparavant, la riposte ouvrière fut vive, avec une montée en puissance par rapport aux échauffourées de 1839. Chez les salariés du textile, le mécontentement provoqué par le rejet de la Charte fut renforcé par une baisse soudaine des salaires, de l'ordre de 25 %, décidée par la plupart des patrons pour faire face à un ralentissement des affaires. Pendant l'été 1842, un mouvement social toucha

des pans entiers de l'économie. Ce fut ce que la presse bourgeoise appela les « émeutes des robinets » car, chaque fois que les grévistes pénétraient dans une nouvelle fabrique, ils commençaient par enlever les robinets régulateurs des machines à vapeur, afin de paralyser toute activité. À la revendication économique du rétablissement des salaires s'ajoutait celle, politique, de l'adoption de la Charte : nous ne reprendrons le travail, affirmaient-ils, « *que lorsque la Charte du peuple sera devenue la loi du pays* ». La sévérité de la répression fut à la mesure de la peur des possédants : 1 500 chartistes, soit trois fois plus qu'après Newport, furent arrêtés.

1843-1847 : doutes et fausses routes

Si les poursuites contre les militants du mouvement n'y mirent pas fin, les chartistes entrèrent en 1843 dans une phase de doute. Se demandant s'ils n'avaient pas visé trop haut, ils furent nombreux à réorienter leur activité vers des actions moins politiques, où ils escomptaient des résultats plus immédiats, en premier lieu vers le syndicalisme et le mouvement coopératif. Mais aucune tentative pour créer un syndicat national ne connut de succès durable : l'Association des mineurs de Grande-Bretagne, fondée en 1841, s'effondra en 1847 ; le Syndicat national des métiers unifiés, proclamé en 1845 comme l'héritier du GNCTU, n'eut que quelques mois d'existence. Les syndicats virent tout de même leurs effectifs doubler pendant la décennie chartiste, passant de 50 000 membres en 1840 à 100 000 en 1850. Parallèlement, un petit réseau coopératif créé en 1843 à Rochdale, dans le Lancashire, s'étendit en dix ans à toute

la Grande-Bretagne. S'adaptant au recul du mouvement (la *Northern Star*, en 1844, était tombée à 4 000 exemplaires), O'Connor lança en 1845 une Compagnie chartiste pour la terre, qui visait à octroyer à chacun de ses cotisants un petit lopin de terre. L'entreprise attira aussitôt près de 80 000 membres. Un jeune dirigeant nommé Ernest Jones, juriste proche de Marx et d'Engels, eut beau souligner que la création d'une classe de petits propriétaires se retournerait contre le prolétariat et serait un obstacle sur la voie d'une réorganisation socialiste de la société, O'Connor s'accrocha au projet – mais le vieux lion laissa sa santé mentale dans cette aventure sans issue.

Le chartisme pâtit aussi des manœuvres de ses alliés bourgeois. Il avait grandi en même temps qu'un autre mouvement qui s'était d'abord présenté comme son allié : la Ligue pour l'abolition de la loi sur les blés. Cette association, mise sur pied à Manchester en 1838, visait l'abrogation d'une loi de 1815 fixant un impôt élevé sur les importations de diverses céréales, loi qui permettait aux propriétaires fonciers britanniques d'échapper à la concurrence du marché mondial et donc de vendre leur production à un prix artificiellement élevé sur le marché intérieur. Cela obligeait les prolétaires à payer un prix scandaleux pour se procurer cet aliment de base qu'était le pain, tout en forçant les capitalistes à verser des salaires qu'ils jugeaient anormalement hauts s'ils ne voulaient pas voir leur main-d'œuvre mourir de faim. Les propriétaires terriens faisaient donc l'unanimité contre eux, et la bourgeoisie industrielle, pour imposer le libre-échange, avait été prête à encourager une certaine agitation populaire. Son appui avait contribué

au développement initial du chartisme, mais ne dura que jusqu'à l'abolition de la loi sur les blés, en 1846. Une fois celle-ci obtenue, la bourgeoisie retira son soutien au chartisme. Comme l'avait exprimé sans ambages l'homme d'affaires Richard Cobden, il leur avait fallu « *quelque chose derrière eux pour effrayer l'aristocratie* », rien de plus. Être débarrassé de faux amis n'était pas un problème. Mais cet affaiblissement apparent donnait des arguments à ceux des dirigeants du mouvement qui prétendaient que le chartisme avait été trop agressif et diviseur.

1848 : vers un embrasement ?

Malgré les égarements et les tergiversations, le chartisme connut un dernier sursaut en 1847-1848. La vague révolutionnaire qui balaya l'Europe à partir de février 1848 redonna en effet du souffle aux contestataires britanniques. Une nouvelle pétition, la troisième et dernière, fut rassemblée en avril 1848 à Londres lors d'une convention de délégués, qui décida qu'elle serait portée au Parlement, à Westminster, par une manifestation monstre le 10 avril. Les autorités firent tout leur possible pour empêcher cette manifestation, qui fut interdite. 8 000 soldats, 4 000 policiers et 75 000 bourgeois recrutés pour la circonstance comme auxiliaires de police furent mobilisés contre elle, tandis que la reine était mise à l'abri sur l'île de Wight. Pour éviter un bain de sang, O'Connor et Jones estimèrent plus sage d'arrêter la manifestation au sud de la Tamise, et seul un comité réduit marcha jusqu'au Parlement. Mais leur prudence ne leur valut aucune reconnaissance de la part des gouvernants. La presse ironisa sur le fait que, sur

les 5,7 millions de signatures recueillies, seules 2 millions étaient fiables et valables, comme si ce n'était pas le double de la première pétition, et plus du double de l'électorat tel que redéfini par la réforme de 1832. Les députés, par 222 voix contre 17, opposèrent encore une fois leur veto. Et, au cours des jours suivants, la répression s'abattit sur certains dirigeants du mouvement, accusés d'avoir préparé un coup de force. Le tailleur noir William Cuffay, fils d'un esclave émancipé, militant syndical et chartiste radical, fut ainsi condamné à 21 ans de déportation en Tasmanie, une île située au large de l'Australie où il continua, même après sa grâce, à militer pour la libération de sa classe. En dépit des efforts de l'État pour éviter un embrasement, l'année 1848 vit les chartistes se rassembler de nouveau par dizaines de milliers à Londres, Liverpool, Bradford, etc. Mais les efforts des socialistes Harney et Jones pour entretenir la flamme du mouvement ne suffirent pas à prolonger sa vie. En 1850, la menace chartiste (ou l'espérance chartiste, selon les points de vue) n'était plus que l'ombre d'elle-même.

Le chartisme se solda donc, à court terme, par un échec pour les millions de femmes et d'hommes qui s'y étaient engagés corps et âme dans l'espoir de changer le monde. En 1850, le bilan n'était pourtant pas nul pour les militants de la jeune classe ouvrière britannique. En un demi-siècle, ce groupe social encore en pleine croissance avait déjà mené bien des luttes, au travers desquelles des avancées avaient été arrachées et des leçons tirées. Par leurs explosions de colère, par leur persistance à s'organiser, les travailleurs avaient contraint les patrons à tenir compte de leurs réactions, et l'État à leur accorder un minimum de droits. La

vague chartiste elle-même, sans atteindre les buts qu'elle s'était fixés, avait permis des progrès. Le gouvernement avait été forcé d'y répondre : d'une part, en diminuant la taxe sur les blés en 1846 ; d'autre part, en introduisant, en 1847, une nouvelle loi sur les fabriques qui limitait enfin à dix heures la journée de travail des femmes et des jeunes de moins de 18 ans dans l'industrie textile, loi qui fut étendue au reste des usines en 1850. C'était bien la crainte des masses qui avait contraint les riches à leur faire des concessions et à légiférer.

Mais indépendamment des avancées concrètes obtenues, sur lesquelles le patronat pouvait toujours tenter de revenir, l'acquis principal de ses premières décennies de combat fut dans la structuration du mouvement ouvrier lui-même. Les tentatives d'abord dispersées et souvent désespérées de résister à l'exploitation capitaliste ; les efforts pour faire vivre des syndicats ou des coopératives à petite voire à grande échelle ; les risques pris en manifestant pour le droit de vote : toutes ces expériences avaient préparé et s'étaient en quelque sorte fondues dans la formidable mobilisation chartiste, la plus massive, durable, unifiée et ambitieuse dont le prolétariat britannique se soit montré capable jusqu'alors. Tandis que, dans la haute société, on préférait désormais à l'expression « ordres inférieurs » celle de classes laborieuses au pluriel, voire de classe laborieuse au singulier, les travailleurs de leur côté avaient appris, même dans ce combat pour une charte dite du peuple, à mieux identifier amis et ennemis, et à se voir, de plus en plus, comme une seule et unique classe ouvrière, aux intérêts bien distincts de ceux des classes moyennes et des

classes supérieures, cette bourgeoisie et cette aristocratie de plus en plus interpénétrées.

Deuxième partie

Combats et compromis, de 1850 aux années 1880

Dans la période qui suivit le reflux du mouvement chartiste, non seulement les organisations ouvrières ne disparurent pas mais elles s'implantèrent enfin durablement, du moins parmi les prolétaires les plus qualifiés. Ce développement est à rapprocher de la prodigieuse croissance industrielle de la Grande-Bretagne au cours de la même phase. Les investissements colossaux dans la production de fer, d'acier, dans l'extraction du charbon, ou encore dans la construction navale, virent grossir à vue d'œil les rangs de la classe ouvrière. Le premier pays à avoir emprunté la voie de la révolution industrielle devint, pour quelques décennies, l'atelier du monde. La transformation de la majorité de la population en salariés (phénomène qui fut plus tardif en Allemagne et en France) permit aux bourgeois britanniques de bâtir des fortunes comme le monde n'en avait encore jamais connu.

Au cours de cet âge d'or du capitalisme britannique, symbolisé par l'éblouissante Exposition universelle de 1851, le niveau de vie des travailleurs augmenta quelque peu. L'Angleterre de la seconde moitié du XIX^{e} siècle n'était plus tout à fait la jungle des années 1800. Dans les rangs du prolétariat se développa une couche sociale faite de travailleurs que leur qualification mettait en position de force vis-à-vis du patronat. La relative stabilité de leur emploi et des revenus supérieurs d'environ 50 % à ceux de l'ouvrier moyen leur conféraient un certain statut social. En général capables de se loger dans une maison plutôt que dans un taudis, de mettre quelques sous de côté, voire d'employer une servante, ils formèrent un groupe perméable aux valeurs de la bourgeoisie victorienne (individualisme, culte

de la respectabilité, attachement à l'Empire), qui cherchait à améliorer sa situation dans le cadre du système tel qu'il était, plutôt qu'à le transformer.

Par ailleurs, la bourgeoisie britannique devenait de plus en plus sûre d'elle-même, du fait de son poids économique grandissant, de ses conquêtes politiques en métropole comme de ses bonnes affaires dans les colonies et semi-colonies. L'écrasement du grand soulèvement indien en 1857-58, ainsi que l'ouverture forcée du marché chinois au travers des guerres de l'opium (1839-1842 et 1857-1860), participèrent de ces succès extérieurs. Aussi la bourgeoisie apprit-elle, au cours de ces années, à manier la carotte plus souvent que le bâton. Les concessions qu'elle n'avait jusqu'alors accordées que sous pression furent de plus en plus théorisées par les hommes politiques à son service comme des moyens de garantir la paix sociale ; il est vrai qu'au vu de ses profits colossaux le sacrifice était mince. Le choix de tolérer les syndicats, voire de collaborer avec leurs dirigeants, ne fut toutefois ni naturel ni unanime chez les capitalistes : il fallut des grèves dures, tout au long des années 1850 et 1860, pour infléchir la position du patronat et du personnel politique, et ce n'est qu'au cours des années 1870 que se développa un partenariat privilégié entre les directions syndicales et le Parti libéral, qui se constitua autour du Parti whig en 1859.

Pendant cette phase de relative pacification des rapports sociaux, pacification propice aux illusions réformistes, la perspective de la révolution sociale continua pourtant d'être portée par des militants. Les plus avancés des militants chartistes se rapprochèrent des idées communistes de

Karl Marx et de Friedrich Engels. Et un certain nombre de dirigeants syndicaux jouèrent, à leurs côtés, un rôle central dans la fondation de l'Association internationale des travailleurs (l'AIT, dite aussi I^re^ Internationale). Ainsi survécut un courant contestant radicalement l'organisation capitaliste de la société, ce qui s'avéra précieux lors de la remontée ouvrière de la fin des années 1880.

Chapitre I[er]

Un syndicalisme « nouveau modèle »

Dans les couches les moins pauvres et les plus cultivées du monde du travail se construisit un syndicalisme qui fut rétrospectivement baptisé « nouveau modèle », en référence à l'armée nouveau modèle mise sur pied par Cromwell pendant la révolution anglaise et à son caractère démocratique. Il se démarquait nettement des expériences oweniste et chartiste, en abandonnant à la fois l'objectif de bouleverser l'ordre établi et celui d'organiser la totalité des prolétaires, et en se concentrant sur la défense des intérêts économiques de telle ou telle corporation ouvrière. Ce n'était pas si nouveau, puisque les syndicats de métier du début du siècle n'avaient pas eu d'autre ambition. La nouveauté tenait à ce que les syndicats qui se développèrent à partir de 1850 ne furent plus des structures éphémères et locales mais réussirent à organiser une fraction importante des travailleurs d'une même profession, parfois à l'échelle de plusieurs industries. Cette évolution entraîna des avancées significatives pour les travailleurs qualifiés qu'ils organisaient, mais eut aussi des répercussions néfastes pour le mouvement ouvrier.

Des organisations à la fois corporatistes et combatives

Le but des premiers syndicats de métier avait été la protection des membres d'une même profession. Ils veillaient à ce que l'employeur respecte les tarifs en vigueur pour chaque qualification et qu'il embauche pour chaque tâche des travailleurs ayant la compétence voulue. Les dirigeants de ces syndicats avaient bien compris la loi de l'offre et de la demande inhérente au marché capitaliste : pour garantir un niveau élevé des rémunérations, il fallait limiter le nombre des ouvriers qualifiés. C'est pourquoi, en amont, ils cherchaient à restreindre le nombre des entrants, en exigeant qu'ils en passent par un apprentissage de six à sept ans. En aval, pour accroître le nombre des sortants, ils offraient des primes à l'émigration à ceux de leurs adhérents qui souhaitaient tenter leur chance outre-mer, aux États-Unis ou dans une des dépendances de l'Empire britannique. Comme l'écrivit Rosa Luxemburg, ces syndicalistes remplaçaient la lutte des classes par « un conflit entre acheteurs et vendeurs » de la force de travail.

La principale difficulté était néanmoins d'obtenir d'être reconnus comme des interlocuteurs par des employeurs, qui par principe se considéraient seuls maîtres à bord dans leur entreprise. C'est pourquoi les syndicats de métier s'efforçaient d'obtenir la mise en place d'instances de négociation avec le patronat, afin de faciliter la signature d'accords sur les rémunérations et les horaires. Comme, dans un premier temps, les capitalistes firent la sourde oreille, il fallut bien les contraindre au dialogue, et l'outil privilégié

(il n'y en avait pas d'autre) fut la grève. Les années 1850 et 1860, parce qu'elles ne furent pas émaillées des mêmes explosions sociales que le demi-siècle précédent, peuvent sembler bien calmes. Mais il fallut des épreuves de force à répétition dans toutes les branches de l'économie pour que le patronat, puis l'État, en viennent à tolérer l'existence des organisations ouvrières.

C'est ce qu'illustre l'histoire du plus important des syndicats nouveau modèle, le Syndicat unifié des mécaniciens (l'ASE). Créé en 1850-1851 par la fusion d'une myriade d'associations locales (dont la plus ancienne remontait à 1826), il avait à peine un an d'existence lorsque le patronat décida de répondre à ses revendications, à savoir la fin des heures supplémentaires obligatoires et du recours à une main-d'œuvre sous-qualifiée, par un lock-out national (1852). Les patrons étaient prêts à réembaucher tous ceux qui signeraient le Document, une lettre par laquelle les travailleurs s'engageaient à rompre avec le syndicat. Le bras de fer dura quatre mois, au bout desquels le travail reprit sans victoire pour les mécaniciens, mais sans qu'ils aient cédé au chantage. Au grand dam des employeurs, l'épreuve de force renforça l'ASE qui, quinze ans plus tard, pouvait se targuer d'être le syndicat à la fois le plus nombreux (plus de trente mille adhérents) et le plus riche. Avec l'appui de l'ASE, et dans l'élan de la grande grève des travailleurs londoniens du bâtiment de 1859, se développa aussi le Syndicat unifié des charpentiers et menuisiers. Ces syndicats de métier avaient beau associer des ouvriers moins exploités que la moyenne, il s'agissait d'organisations de combat qui ne reculaient pas devant l'affrontement.

Des appareils qui s'étendent et se bureaucratisent

Au fil des grèves, les syndicats de métier (tolérés par la loi depuis 1824) se firent respecter des patrons qui, les uns après les autres, se résignèrent au compromis. Une fois son existence reconnue, un syndicat pouvait espérer stabiliser ses effectifs et donc ses rentrées d'argent. Ainsi, il lui devenait possible de salarier des militants permanents. Dans les années 1850 et 1860, moyennant une gestion scrupuleuse, plusieurs syndicats se renforcèrent considérablement d'un point de vue financier. L'ASE, qui exigeait de ses membres une cotisation hebdomadaire d'un shilling (le salaire hebdomadaire d'un mécanicien était de 30 shillings), faisait rentrer dans ses coffres 500 livres par semaine. Des caisses bien pleines, c'était l'assurance de pouvoir fournir aux adhérents des allocations en cas de chômage, d'accident, de maladie ou de décès. C'était aussi une arme redoutable pour financer une grève, au cas où un patron reviendrait sur sa parole. Le revers de la médaille fut la constitution, petit à petit, d'une caste de permanents, plus préoccupée par les rentrées d'argent que par leur utilisation militante, même quand ils avaient eux-mêmes été les victimes de la répression patronale. Après les premières grèves, souvent dures, pour la reconnaissance de ces syndicats, leurs secrétaires nationaux se montrèrent de plus en plus réticents à soutenir les luttes. Seuls aux commandes des appareils syndicaux (certains d'entre eux se firent même nommer secrétaires à vie), ils détenaient les pleins pouvoirs, notamment celui de ne pas appuyer financièrement une grève locale. Leur longue expérience de l'adversité en avait fait des durs

à cuire, capables de tenir tête aux employeurs... comme aux travailleurs du rang.

Si les grèves des années 1850 avaient modifié le rapport de force en faveur des syndicats dans bien des branches, les patrons savaient jouer des divisions entre professions pour affaiblir l'une ou l'autre. La nécessité d'une forme de fédération syndicale se posa donc rapidement, même à ces appareils corporatistes. En 1862, dans la continuité des actions intersyndicales menées pendant la grève du bâtiment de 1859, un pas fut franchi avec la création du conseil des syndicats de Londres (London Trades Council) regroupant des délégués des différents syndicats de la capitale, à la manière dont cela se ferait plus tard en France avec les unions locales. De tels conseils des syndicats se formèrent bientôt dans les autres grandes villes : à Birmingham, Manchester, Liverpool, Glasgow, etc. Le conseil londonien avait à sa tête une « junte » formée par les leaders les plus en vue du pays, dont le charpentier Robert Applegarth, le mécanicien William Allan et le cordonnier George Odger. Il fit rapidement office d'état-major national du mouvement syndical, se donnant pour objectif de « *veiller aux intérêts généraux – politiques et sociaux – du travail, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement* ». Le besoin d'une coordination nationale des syndicats prit corps en 1868, avec la tenue à Manchester du premier congrès des syndicats (TUC pour Trades Union Congress) d'une longue série[3]. Ce congrès ne regroupa que 34 délégués. Mais ils représentaient 118 000

3. Chaque année en septembre, le TUC continue de se réunir. L'étiquette désigne non seulement le congrès annuel mais la structure permanente commune à laquelle sont affiliées la majorité des organisations syndicales britanniques.

syndiqués. En 1869, les participants au TUC représentèrent cette fois 250 000 syndiqués, soit plus du double. Le rendez-vous suivant ne se tint qu'en 1871, mais ses 57 congressistes parlaient pour 300 000 adhérents. Toutefois, aux yeux des leaders des syndicats de métier, le TUC ne devait pas être plus qu'un forum de discussion. S'il avait assez d'autorité pour arbitrer les conflits qui les opposaient fréquemment, il ne constitua pas une direction centralisée capable de faire primer les intérêts généraux du mouvement syndical sur les intérêts particuliers de chaque appareil. Cette limite, depuis, a toujours été scrupuleusement respectée.

Élitisme et déférence

Le TUC ne pouvait qu'être à l'image de ses éléments constitutifs, ces syndicats par définition corporatistes et élitistes. Lors des congrès annuels, le mépris pour les travailleurs qui souffraient le plus de l'exploitation s'exprimait sans fard, par des propos condescendants envers la foule des pauvres, si abrutis par l'alcool qu'on ne pourrait avant longtemps les convertir aux vertus du syndicalisme. Quant au conseil des syndicats de Londres, il se présentait comme le défenseur « *du travailleur honnête, sobre, économe et industrieux* », laissant implicitement au bord du chemin le travailleur que la fainéantise aurait conduit à une pauvreté bien méritée. Cette idéologie était à l'opposé de celle des chartistes, qui voyaient le suffrage comme un droit dû à chaque homme, non comme un privilège à mériter. Pendant de ce mépris pour la masse des travailleurs les plus pauvres, les dirigeants des appareils syndicaux ne cachaient pas leur admiration pour les couches supérieures

de la société. Un détail significatif: la plupart troquèrent leur casquette et leur veste d'ouvrier pour le haut-de-forme et la queue-de-pie. Rien d'étonnant à ce que le comte de Paris lui-même ait vanté, dans un ouvrage consacré en 1869 aux associations ouvrières britanniques, le sérieux et la mesure de ces chefs syndicaux.

Pour bien comprendre leur mentalité, il suffit de les écouter. Allan affirmait en 1866 : « *Nous avons la conviction que les grèves font perdre de l'argent non seulement aux travailleurs, mais aussi aux employeurs.* » C'était se déclarer soucieux des intérêts des employeurs et ouvert à toute proposition permettant d'éviter la calamité gréviste. Selon Odger, « *les grèves sont au monde social ce que les guerres sont au monde politique : des crimes* ». Plus explicites encore, ces propos tenus à la tribune du premier TUC, en 1868 : « *Les grèves sont un dernier recours et sont le plus souvent combattues, et non pas soutenues, par les secrétaires généraux. De fait, la plupart des secrétaires de syndicat peuvent se vanter d'avoir empêché plus de grèves qu'ils n'en ont organisé.* » Depuis longtemps, et de façon accentuée depuis le reflux du chartisme, les dirigeants nationaux des syndicats avaient compris qu'ils ne pouvaient se faire admettre comme partenaires sociaux des patrons qu'en leur servant de rempart face au mécontentement des travailleurs. Le journal que publia le syndicat des charpentiers de 1861 à 1875, *The Beehive* (La Ruche), n'y allait pas par quatre chemins : « *Il serait erroné de vouloir prendre aux employeurs ou aux capitalistes plus qu'ils ne peuvent se permettre de donner. Ce serait au bout du compte dommageable pour tous, car si plus*

de capital se retrouvait absorbé que réalisé, les maux s'étendraient, la pauvreté et le besoin s'installeraient partout. »

La croissance et la consolidation des syndicats nouveau modèle fut donc une avancée à double tranchant pour le mouvement ouvrier. Certes, ce fut grâce au dévouement de toute une génération de militants que le patronat fut contraint d'accepter l'existence de ces organisations. Mais leur slogan « *Se défendre et non défier* » affichait la limite de leur combat : il ne visait pas à réorganiser la société sur de nouvelles bases, mais à obtenir les meilleures conditions possibles dans le cadre du système pour la minorité des travailleurs qualifiés, et pour elle seule. Cette politique allait amener ces syndicats à s'engager sur une voie où le dialogue avec la bourgeoisie prendrait de plus en plus le pas sur la mobilisation collective.

Emblématiques de cette période où le mouvement ouvrier s'enracina tout en revoyant ses ambitions émancipatrices à la baisse, les coopératives et les amicales connurent alors un développement spectaculaire. La petite société des coopérateurs de Rochdale, qui cherchait à produire et distribuer les richesses en dehors des circuits du marché capitaliste, connut un tel succès que, vers 1865, on comptait près de 500 sociétés similaires, en particulier dans le nord du pays. Mais l'idéal socialiste des pionniers de Rochdale avait été oublié. Certes, la multiplication des coopératives démontrait que les producteurs étaient capables, dans ce cadre au moins, de se passer des exploiteurs. Mais le mouvement coopératif ne visait plus à chambouler l'ordre social, et ses militants en vinrent à raisonner en petits entrepreneurs, soucieux de se ménager une place au sein

de la société capitaliste. Parallèlement aux coopératives, les amicales ouvrières prirent leur envol, au point de regrouper 4 millions d'adhérents en 1865, un chiffre qui ne sera atteint par les syndicats qu'en 1914. C'était l'indice que les exploités cherchaient et parvenaient à se regrouper hors des initiatives paternalistes des classes dominantes ; mais dans le cadre d'organisations qui étaient d'autant plus tolérables par le capitalisme britannique triomphant qu'elles ne remettaient pas en cause son ordre social.

Chapitre II

Survivances et mutations du chartisme et du socialisme

Entre 1850 et les années 1880, le mouvement ouvrier se reconstruisit donc prudemment, corporation par corporation d'une part, à l'échelle des localités d'autre part, adressant aux patrons et à l'État ses revendications économiques tout en restant dans les limites de ce que la bourgeoisie jugeait acceptable. Mais le chartisme et le socialisme, quoique éclipsés, ne disparurent pas. Après le rejet de la troisième pétition pour la Charte, le chartisme déclina certes en tant que mouvement de masse. Mais ceux qui tentèrent de le maintenir en vie lui apportèrent le contenu socialiste et révolutionnaire qui lui avait manqué au plus fort de la mobilisation. Sous l'influence de Marx et d'Engels, ils popularisèrent au sein du mouvement ouvrier les valeurs de l'internationalisme et participèrent à la formation de l'Association internationale des travailleurs (AIT).

« La Charte et quelque chose de plus », 1848-1858

La répression qui fondit sur les chartistes à la fin de l'été 1848 marqua le début de leur déclin. Mais si les

manifestations chartistes cessèrent de constituer un danger pour l'ordre public, elles ne cessèrent pas du jour au lendemain. Le mouvement conserva des partisans dans tout le pays, et bien sûr en déportation. Parmi ceux qui entendaient continuer le combat, quelques-uns, sur son aile gauche, tentèrent de tirer les leçons des échecs de leur lutte en apportant au programme politique du chartisme la dimension sociale qui lui avait jusqu'alors fait défaut. Ces éléments ne tombèrent pas du ciel : c'est en effet par leurs échanges avec Marx et Engels, ainsi que par la lecture de leurs contributions à la presse chartiste, que des militants tels qu'Ernest Jones et Julian Harney évoluèrent du démocratisme radical au communisme révolutionnaire. En 1850, en remplacement du *Northern Star*, Jones et Harney lancèrent *The Red Republican* (Le Républicain rouge), dans les colonnes duquel la Charte se vit adjoindre sept nouveaux points, dont la mise en commun des moyens de production. C'était reconnaître que la vieille Charte n'allait pas assez loin, et qu'il fallait désormais se battre pour « *la Charte et quelque chose de plus* », ce plus étant la prise du pouvoir par les travailleurs et la collectivisation de l'économie sous leur contrôle. Les « républicains rouges » faisaient leur le programme que Marx et Engels avaient rédigé, en 1848, dans leur *Manifeste du Parti communiste* – programme dont *The Red Republican* publia d'ailleurs la première traduction anglaise. En 1858 néanmoins la dernière convention chartiste ne put que constater l'épuisement du mouvement de masse. Mais ceux qui avaient continué à en porter le flambeau laissaient aux générations suivantes les

moyens intellectuels d'éviter que leurs luttes ne retombent dans les mêmes impasses.

Un des apports les plus importants de Jones et Harney au mouvement ouvrier britannique fut la diffusion de l'internationalisme prolétarien. La période de la Révolution française avait déjà vu une forme d'internationalisme s'exprimer parmi les courants les plus radicaux de la société britannique. Ce fut le même sentiment de solidarité que l'aile gauche du chartisme chercha à cultiver pendant la vague révolutionnaire européenne de 1848-1851, mais avec une différence substantielle : elle en fit une solidarité de classe. « *Gloire aux prolétaires de Paris !* [...] *Réforme ou révolution, telle est la question du jour. Hommes de Grande-Bretagne et d'Irlande, n'avez-vous pas honte d'être le dernier peuple en Europe à ne pas oser se battre pour sa liberté ?* », s'exclamait Jones le 25 mars 1848. Quand les défaites des révolutions sur le continent suscitèrent un afflux de réfugiés politiques à Londres, il fut de ceux qui les accueillirent à bras ouverts, au sein de l'association des Démocrates fraternels. L'attitude de Jones et de ses camarades vis-à-vis des interventions militaires britanniques est révélatrice de la cohérence de leur internationalisme. Ainsi, s'opposant à la propagande chauvine du gouvernement conservateur, ils dénoncèrent la guerre de Crimée (1853-1856). De même ils apportèrent leur soutien moral à la grande révolte indienne de 1857-1858, prenant le contre-pied d'une presse qui accusait les mutins de toutes les atrocités.

L'internationalisme en action, 1858-1864

Cet internationalisme devint au cours des années suivantes un sentiment largement partagé au sein du mouvement ouvrier, et même de la classe ouvrière. La présence à Londres de centaines de militants politiques en provenance de toute l'Europe ne laissa en effet pas indifférents les syndicalistes britanniques qui s'efforçaient alors de consolider leurs organisations. Même si leurs idées étaient mal définies, ils partageaient avec les militants émigrés l'attachement aux combats pour la démocratie et contre les injustices sociales. Au travers du conseil des syndicats de Londres, les dirigeants des syndicats nouveau modèle prirent donc part à de nombreux rassemblements de soutien à des luttes se déroulant dans d'autres parties du monde, quand ils n'en furent pas les coorganisateurs. Dans la première moitié des années 1860, les meetings de soutien aux nationalistes polonais, alors en butte au despotisme de la Russie tsariste, ou encore aux champions de l'unité italienne, Garibaldi et Mazzini, drainèrent des foules telles qu'on n'en avait pas vu depuis le chartisme.

De même, le 26 mars 1863, alors que la guerre civile faisait rage en Amérique entre les États sécessionnistes du Sud, partisans de l'esclavage, et les États du Nord, les ouvriers londoniens se déplacèrent en masse pour exprimer leur soutien au camp nordiste, faisant ainsi un bras d'honneur au gouvernement britannique d'alors, partisan des esclavagistes. Dans le Lancashire et le Yorkshire, les prolétaires du textile manifestèrent leur opposition à l'esclavage des Noirs avec la même unanimité, ce qui était d'autant plus remarquable que le blocus imposé par les nordistes aux

exportations de coton des États sudistes les condamnait au chômage. Mais ils savaient qu'une victoire des planteurs aurait été une défaite pour tous les exploités.

Londres, foyer de l'Association internationale des travailleurs, 1864-1872

Peu après, en septembre 1864, les ouvriers londoniens se retrouvèrent de nouveau, cette fois pour soutenir l'indépendance de la Pologne. En fait, ce rassemblement est surtout célèbre parce qu'on y proclama la fondation de l'Association internationale des travailleurs (AIT). L'Adresse inaugurale, rédigée par Marx, reflétait les sentiments qui animaient alors les dirigeants les plus écoutés du mouvement ouvrier britannique : « *Puisque l'émancipation des classes laborieuses requiert leur coopération fraternelle, comment pourraient-elles s'acquitter de cette grande mission si elles tolèrent une politique étrangère aux objectifs criminels, qui joue sur les préjugés nationaux et gâche le sang et la richesse des peuples dans des guerres de piraterie ?* [...] *Les travailleurs ont le devoir de se rendre maîtres des mystères de la politique internationale, de surveiller les actions diplomatiques de leurs gouvernements respectifs, et de les contrer, si nécessaire, par tous les moyens à leur disposition.* »

Au conseil exécutif de l'AIT, on trouvait aux côtés de Marx la plupart des grandes figures du syndicalisme londonien, de Howell à Odger en passant par Allan. Partageaient-ils son programme communiste ? Dans son intégralité, certainement pas. Mais ils souscrivaient à l'idée que « *l'émancipation des travailleurs ne saurait être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Et ils étaient bien conscients

de la nécessité d'une organisation internationale pour empêcher les patrons de briser les grèves en important du continent de la main-d'œuvre étrangère. Rapidement d'ailleurs l'AIT fit la démonstration de son efficacité sur ce terrain strictement économique, en organisant à Paris des grèves de soutien aux travailleurs londoniens en grève, et vice-versa. De ce fait, l'AIT fut créditée par les politiciens de la bourgeoisie d'une influence qu'elle n'avait sans doute pas vraiment. Néanmoins, le fait de collaborer ainsi, au sein de l'AIT, avec les dirigeants d'un mouvement ouvrier bien vivant permit à Marx de populariser ses idées sur l'internationalisme prolétarien en en donnant des illustrations concrètes.

Ce travail commun prit fin avec la Commune de Paris au printemps 1871. Le soutien sans ambiguïté que Marx et Engels apportèrent à la Commune au nom de l'AIT, de même que le bon accueil qu'ils firent aux communards réfugiés à Londres au lendemain de la Semaine sanglante, entraîna un soudain refroidissement dans leurs rapports avec les leaders du TUC. Ces derniers ne voulaient pas voir leurs efforts pour gagner la reconnaissance du patronat et de l'État gâchés par leur association avec de dangereux révolutionnaires. En réalité, dès 1864, Allan avait résumé ce qui deviendrait la ligne du TUC : « *On nous a invités à y aller* [au congrès de l'AIT], *mais notre association [l'ASE] n'a pris aucune part à cette réunion, persuadée que la meilleure chose que puissent faire les étrangers serait de s'organiser en associations syndicales semblables à la nôtre, et alors nous pourrons commencer à discuter avec eux.* » Après la Commune, les chefs de la junte se retirèrent donc de l'AIT. Affaiblie à

la fois par la perte de ces liens avec le mouvement ouvrier britannique et par la démoralisation consécutive à l'écrasement de la Commune, l'AIT dépérit jusqu'au transfert de son siège à New York en 1876 – année qui fut aussi celle de sa dissolution officielle. L'interdiction des organisations socialistes en Allemagne par Bismarck de 1878 à 1890 fut un facteur supplémentaire dans le choix des leaders syndicaux britanniques de ne pas lier leur destin à celui des militants ouvriers du continent, décidément trop sulfureux à leur goût.

Au cours des années 1870, l'internationalisme du mouvement ouvrier britannique perdit son caractère de classe pour s'aligner derrière celui des milieux libéraux. L'Association des travailleurs pour la paix, fondée en 1870 et présidée par le syndicaliste cordonnier William Cremer, se borna à protester contre les opérations militaires britanniques sur le continent. Mais le fait est que les travailleurs continuèrent à répondre présent aux appels à manifester. Ce fut le cas par exemple en février 1878 à Hyde Park, où entre 50 000 et 500 000 personnes (un chiffre difficile à déterminer mais de toute façon extraordinaire pour une telle protestation) se mobilisèrent pour condamner la politique du gouvernement conservateur en Europe orientale.

La stabilisation de la société britannique dans le troisième quart du XIX^{e} siècle n'empêcha donc pas les idées de contestation, voire de révolution sociale de se perpétuer dans le monde ouvrier. Si Jones puis Harney s'éloignèrent de Marx et d'Engels en retournant finalement dans le giron du radicalisme bourgeois, il était resté du chartisme un noyau militant qui, retrouvant de la vigueur dans les

années 1860, joua un rôle décisif au sein de l'AIT. Si les militants se réclamant du socialisme n'étaient plus guère nombreux à la fin des années 1870, au moins l'internationalisme ouvrier avait-il fait son chemin dans la conscience des travailleurs.

Chapitre III

Leaders syndicaux et politiciens bourgeois se rapprochent

Au milieu des années 1860, les classes possédantes britanniques semblaient avoir écarté toute menace révolutionnaire, mais elles n'avaient pas réussi à faire taire le mouvement ouvrier. Les syndicats avaient survécu et même se développaient. Les grèves persistaient, occasionnant pertes financières et troubles sociaux. Il était clair que le pays ne pouvait plus être gouverné sans tenir compte des masses laborieuses et de leurs organisations. L'idée gagna donc du terrain que, pour neutraliser la puissance montante de la classe ouvrière, il serait plus payant d'amadouer le mouvement syndical que de l'affronter, d'autant plus que la prospérité insolente de la bourgeoisie britannique permettait de lui accorder des miettes non négligeables. Cette évolution au sommet allait prendre la forme d'un partenariat entre les bureaucrates syndicaux et le Parti libéral.

Des compromis arrachés par les combats ouvriers

Deux mesures sont symboliques de cette évolution, tant dans une partie du patronat que dans les deux grands

partis qui se disputaient alors le pouvoir, le Parti conservateur et le Parti libéral.

La première de ces deux mesures historiques fut la réforme électorale de 1867. Conçue par un gouvernement conservateur, elle donna le droit de vote à un certain nombre d'ouvriers propriétaires de leur logement. Avec deux millions de nouveaux électeurs, le corps électoral fut ainsi étendu à un tiers de la population adulte masculine, soit 16 % de la population adulte totale. C'était bien plus que l'élargissement initialement envisagé par le gouvernement qui, cette fois, céda à la pression de la rue. En effet, le 6 mai, 150 000 travailleurs avaient défilé dans Londres, derrière le drapeau rouge, à l'appel de la Ligue pour la réforme électorale et de l'AIT, malgré l'interdiction de cette manifestation. Cet élargissement obéissait aussi à des considérations politiciennes de la part du gouvernement, qui cherchait aussi à s'assurer le soutien de ce nouvel électorat ouvrier aux dépens de ses rivaux libéraux[4]. La fin du XIX^e^ siècle devait souvent voir conservateurs et libéraux se livrer à de telles surenchères démagogiques pour s'attirer les voix des électeurs les plus modestes, quitte à leur faire des concessions dont la bourgeoisie se serait bien passée. Ainsi deux lois sociales furent adoptées peu après afin de calmer le mécontentement ouvrier : une nouvelle loi sur les fabriques et une autre sur le logement. En 1869, le Parlement abolit la prison pour dettes.

4. En 1867 est fondée l'Union nationale des associations conservatrices et constitutionnelles, en vue de donner au Parti conservateur une base plus large, socialement, géographiquement et électoralement. La Fédération nationale des libéraux est fondée dix ans plus tard (1877), dans le même but.

La seconde mesure marquante concerna les syndicats, que les calomnies de la grande presse ne parvenaient pas à affaiblir. En 1866, le dynamitage à Sheffield de la maison d'un meuleur de scies qui refusait de se syndiquer fit la une des journaux nationaux. Nouveau scandale en 1867, lorsque le syndicat des chaudronniers de Birmingham s'aperçut que son trésorier était parti avec la caisse, mais qu'il n'avait aucun moyen légal de se retourner contre lui. Aux yeux de la bonne société, il était temps de mettre de l'ordre dans la question syndicale. Les organisations ouvrières avaient pris racine et la question n'était plus comment les éradiquer mais comment s'en accommoder. Aussi fut constituée, en 1867, une commission royale sur les syndicats, dans le but d'enquêter sur le danger qu'il y aurait ou non à leur laisser une plus grande marge de manœuvre. L'enquête révéla que si, à Sheffield, le syndicat des meuleurs de scies avait eu recours à la violence, c'était en réponse à la férocité exceptionnelle des employeurs. Bien sûr, les dirigeants des syndicats nouveau modèle profitèrent de l'enquête pour se présenter sous un jour respectable. Fruit des longs travaux de la commission royale, une loi sur les syndicats (*Trade Union Act*) fut votée en 1871, cette fois par une majorité libérale. Certes, cette loi fut contrebalancée par une autre qui interdit les piquets de grève. Mais elle légalisa l'existence des syndicats et leur donna quelques droits nouveaux, dont ils usèrent sans tarder.

Les deux lois évoquées ci-dessus, aboutissement de décennies de luttes ouvrières, révélaient qu'un cap avait été franchi chez les hommes d'État de la bourgeoisie. Près de vingt ans après la disparition de la menace chartiste, ils

estimaient pouvoir consolider leur ordre social en mettant de l'huile dans les rouages plutôt que par le recours à la répression. Sur ce point, malgré leur rivalité et les nuances idéologiques qui les séparaient, conservateurs et libéraux se retrouvaient à l'unisson.

Naissance de l'alliance entre les syndicats et le Parti libéral

Tout en se battant sur le terrain économique, les syndicalistes d'avant 1850 savaient que la situation des travailleurs se jouait aussi sur le terrain politique. Ce n'était pas pour rien qu'ils avaient en si grand nombre embrassé la cause du chartisme. Les chartistes eux-mêmes avaient d'ailleurs réussi à faire élire O'Connor aux Communes en 1847. Après 1850, les grèves ne suffisant pas toujours pour amener un patron récalcitrant à la table des négociations, les dirigeants syndicaux en vinrent à placer également leurs espoirs dans une évolution de la législation qui soit favorable aux ouvriers et à laquelle aucun employeur ne pourrait se soustraire. Tel fut particulièrement le cas dans les mines, où les grèves puits par puits réussissaient rarement à faire fléchir les patrons (souvent de richissimes propriétaires fonciers).

Pour peser dans l'arène parlementaire, deux méthodes furent envisagées : au mieux, présenter des candidats ouvriers ; au pire, soutenir des candidats se déclarant favorables aux ouvriers. On expérimenta la première méthode dès 1852, sans succès : le syndicaliste mécanicien qui osa le premier se porter candidat à la députation fut nettement défait et il n'y eut pas bousculade pour suivre son exemple.

En 1868, encouragés par la fondation du TUC et la réforme électorale de 1867, six candidats ouvriers tentèrent leur chance, sans plus de succès. Car l'extension du droit de vote avait été trop limitée pour que les voix ouvrières ne soient pas noyées par celles des petits bourgeois. L'objectif ne fut pas abandonné pour autant, avec la mise sur pied en 1869 d'une Ligue pour la représentation du travail.

Ce fut la seconde méthode qui se généralisa : celle consistant à soutenir des candidats, libéraux ou conservateurs, qui se déclaraient amis du mouvement ouvrier. Dès sa fondation, le TUC avait écarté l'hypothèse de candidatures ouvrières indépendantes et fait le choix de n'exister sur le terrain politique que comme un groupe de pression. Il s'agissait de chercher à convaincre des députés de soutenir des projets de loi favorables aux travailleurs. En 1871, le TUC créa donc en son sein un comité parlementaire composé des dirigeants syndicalistes les plus connus, pour entretenir des contacts réguliers avec les députés et plaider auprès d'eux en faveur de l'introduction du suffrage universel masculin ainsi que d'une législation plus protectrice sur le travail des enfants, les horaires de travail ou les salaires.

Tout cela permit au TUC de tisser des liens privilégiés avec le Parti libéral au cours des années 1870. Les libéraux proposèrent au TUC de lui servir de relais au Parlement, en échange de son soutien électoral. Pour des dirigeants syndicaux désireux de consolider leur statut en se faisant les garants de la paix sociale, c'était un marché qui ne se refusait pas, d'autant moins qu'ils disposaient désormais d'une certaine influence sur le terrain électoral grâce à

l'extension du droit de vote à une partie de leurs adhérents. Ils espéraient obtenir l'aide du Parlement pour réduire la résistance du patronat et ainsi détourner les travailleurs des méthodes de la lutte de classe. Cette politique incita un nombre croissant de syndicalistes à adhérer au Parti libéral, voire à obtenir son investiture dans certaines circonscriptions. En 1874, la Chambre des communes compta ainsi, pour la première fois, deux syndicalistes élus en tant que candidats du Parti libéral parmi ses députés. Alexander Macdonald et Thomas Burt – qui, avant de devenir permanents de leurs syndicats, étaient descendus au fond de la mine à 8 et 10 ans respectivement – furent les seuls élus parmi la douzaine de syndicalistes présentés par les libéraux. Mais leur entrée au Parlement fit sensation. La presse inventa même pour les désigner le néologisme de Lib-Lab, indiquant leur double appartenance au Parti libéral et au mouvement ouvrier (*labour movement*).

Les années 1870 furent riches en mesures sociales, donnant apparemment raison à ceux qui préconisaient le parlementarisme. En 1875, une loi dite *Employers and Workmen* (Employeurs et travailleurs) remplaça la loi dite *Master and Servant* (Maître et serviteur) de 1823, apportant un peu moins d'inégalité dans les rapports patron-ouvrier. La rupture du contrat de travail par un salarié cessa ainsi d'être un délit pénal, pour n'être plus passible « que » de dommages et intérêts, ce qui avait son importance quand on sait qu'entre 1857 et 1875 il y avait eu près de 10 000 poursuites par an contre des ouvriers pour ce motif. La même année, une loi favorable aux marins – et plus encore aux assureurs – limita le chargement des navires. En 1876,

les députés légalisèrent les piquets de grève qu'ils avaient interdits cinq ans plus tôt. En 1878, une nouvelle loi sur les fabriques limita la journée de travail à dix heures. Plus généralement, diverses réformes engendrèrent une modeste amélioration des conditions de logement, d'éducation et de santé des classes populaires. Les pouvoirs publics évitaient ainsi que le laisser-faire pratiqué par les capitalistes individuels se retourne contre le système lui-même.

Couronnement de la période en matière de réformes, celle de la loi électorale introduite en 1884 par le Premier ministre libéral Gladstone ajouta six millions d'individus au corps électoral. Elle fit de la majorité des ouvriers qualifiés des citoyens à part entière. Mais elle creusa un peu plus le fossé entre ouvriers qualifiés et non qualifiés, la moitié la plus pauvre des travailleurs masculins restant exclus, de même que l'ensemble des femmes. Le gonflement du corps électoral se traduisit en 1885 par l'élection de onze syndicalistes libéraux aux Communes. La consécration des Lib-Lab vint en 1886, lorsque l'ancien maçon Henry Broadhurst, député depuis 1880, président du TUC et secrétaire de son comité parlementaire, fut nommé sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur dans un gouvernement libéral. Une telle promotion pour un syndicaliste, inimaginable auparavant, récompensait aussi le soutien de Broadhurst à la politique impérialiste des libéraux, puisqu'il avait voté en 1881 pour un durcissement de la répression contre les indépendantistes irlandais et en 1882 pour les crédits militaires nécessaires au bombardement du port égyptien d'Alexandrie. Le syndicalisme, qui restait synonyme de sacrifice pour les syndiqués de base, pouvait désormais

offrir un tremplin aux ambitions carriéristes des hommes d'appareil.

En 1874, les effectifs combinés des syndicats affiliés au TUC avaient franchi le seuil du million. La loi sur les syndicats de 1871 avait permis de quadrupler les effectifs en quatre ans, une percée tout à fait fulgurante. Les réformes adoptées au cours des années suivantes permirent au TUC de se vanter du fait que sa politique parlementaire, appuyée sur un puissant mouvement syndical, avait porté ses fruits. N'avait-elle pas permis aux syndiqués de toucher quelques miettes supplémentaires des profits accumulés par leurs employeurs ? Sans doute. Mais, pour la classe ouvrière dans son ensemble, le bilan n'était pas si rose.

Chapitre IV

Les impasses du réformisme corporatiste

La politique des dirigeants syndicaux n'apporta pour ainsi dire rien à la majorité des travailleurs peu ou pas qualifiés. Les concessions de la bourgeoisie aux ouvriers qualifiés eurent néanmoins une conséquence positive que leurs instigateurs n'avaient pas anticipée : celle d'encourager à la lutte des couches du prolétariat jusqu'alors trop écrasées pour se sentir la force de résister. Mais, dans ces luttes nouvelles, ces travailleurs ne purent compter que sur eux-mêmes, car l'état-major du TUC resta indifférent à leur sort. La priorité accordée à l'action parlementaire plutôt qu'à l'action collective amena même les dirigeants du TUC à négliger la défense de leurs propres adhérents, comme le montra par exemple le cas des mineurs.

Les travailleurs non qualifiés laissés à eux-mêmes

Parmi les masses de travailleurs dits non qualifiés, les dockers, employés de façon intermittente, selon les besoins des patrons du commerce maritime, formaient un contingent spécialement nombreux. Pour décrocher un travail,

un docker devait se rendre à l'entrée des quais une ou deux fois par jour et s'y faire sélectionner par un chef d'équipe, la seule façon de se distinguer de dizaines d'autres candidats étant de promettre de lui payer une pinte, et bien sûr de ne pas être une forte tête. Au début des années 1870, les dockers se risquèrent ici ou là à des grèves sporadiques, souvent en collaboration avec ces autres précaires qu'étaient les marins, sans que ces explosions donnent naissance à des organisations durables.

Tout aussi opprimés et atomisés que les prolétaires des ports, il y avait les ouvriers agricoles. En 1872, s'appuyant sur les possibilités ouvertes par la loi de 1871 sur les syndicats, Joseph Arch, prédicateur méthodiste et ouvrier agricole lui-même, tenta de mettre sur pied un syndicat parmi ses compagnons de travail. À l'initiative d'une grève victorieuse sur les salaires, dans le Warwickshire, qui lui donna une aura nationale, son syndicat recruta en quelques mois 100 000 membres. En 1874, les propriétaires fonciers et les plus gros fermiers répliquèrent, à la façon des industriels, par un lock-out qui mena les ouvriers syndiqués au bord de la famine. Cette action, combinée aux effets de la crise économique profonde qui s'amorçait alors, ramena l'organisation des prolétaires des champs presque à son point de départ.

La première moitié des années 1870 fut également marquée par l'agitation pour la réduction du temps de travail, une campagne menée par la Ligue pour les neuf heures, dont l'originalité était qu'elle mêlait travailleurs avec ou sans qualification. Fondée dans les chantiers navals du nord-est de l'Angleterre, elle réussit à essaimer, attirant à

elle des employés du commerce, où aucun syndicat n'avait encore réussi à percer. La Ligue du Nord-Est fit école à Londres, où se forma en 1871 une Ligue pour la protection du travail, bientôt forte de 30 000 adhérents. Pour la première fois, les dockers et autres journaliers de l'immense zone portuaire de l'est de Londres avaient une organisation à eux, indifférente aux hiérarchies et aux statuts ; cela leur permit de mener quantité de grèves, à petite échelle mais souvent victorieuses, sur les salaires. Mais les gains furent vite repris et les réseaux se délitèrent.

Les femmes sur la touche

Du côté des femmes employées dans l'industrie, les conditions restaient déplorables. Des lois étaient votées, mais les inspecteurs du travail étaient trop peu nombreux pour veiller à leur application. Selon la troisième fille de Marx, Eleanor, qui milita parmi les ouvrières des quartiers est de Londres, on dénombra en 1884, dans les usines de transformation du grain en farine : 403 décès, 1 337 amputations, 830 fractures, 981 blessures à la tête ou au visage, 5 413 lacérations et autres contusions. Les causes des accidents étaient toujours les mêmes : absence de sécurités sur les machines, cadences imposées par le paiement aux pièces et longueur des journées de travail (entre 16 et 20 heures selon les besoins du patron).

À la même date, l'ouvrière la plus qualifiée ne gagnait pour une semaine de travail que 17 shillings, contre environ 18 shillings pour les ouvriers mâles les moins qualifiés. Un tiers des ouvrières, celles employées dans la chimie ou la poterie par exemple, touchaient 12 shillings, tandis que

les vendeuses et employées de bureau gagnaient généralement 10 shillings. Quant aux femmes payées aux pièces dans les ateliers de couture ou les bagnes industriels les plus sordides, elles peinaient à atteindre les 5 shillings par semaine. Pour ne pas mourir de faim, se prostituer était souvent le dernier recours.

Quand les premières mesures limitant le temps de travail furent adoptées, ce fut pour contrecarrer la baisse alarmante de la natalité et de l'espérance de vie parmi les ouvriers, mais sans que cela coûte rien aux employeurs. Elles n'affectèrent que les enfants et les femmes, qui virent alors leur salaire amputé de 20 %. L'interdiction du travail des femmes dans les mines ne fut un progrès qu'en apparence : dans bien des localités, il n'y avait aucun autre emploi, si bien que des femmes célibataires durent se déguiser en homme pour conserver leur gagne-pain, sous peine, sinon, d'être embastillées dans une maison de travail.

Les dirigeants syndicaux, pénétrés du conformisme de la bourgeoisie victorienne, ne firent rien pour assister les travailleuses dans leurs luttes. En 1877, Broadhurst déclarait devant le TUC : « *Les épouses doivent être dans la sphère qui est la leur : à la maison.* » Cela résumait une conviction largement répandue dans le mouvement ouvrier selon laquelle il fallait viser, non pas l'égalité salariale entre hommes et femmes, mais le retour des femmes au foyer, ce qui réduirait la concurrence sur le marché du travail. Le soutien qu'apportèrent des féministes bourgeoises aux premiers syndicats de femmes ne fit que donner un prétexte supplémentaire aux bureaucrates syndicaux pour continuer à traiter les intérêts des ouvrières par le mépris.

En dépit de cet ostracisme, l'organisation des ouvrières (qui étaient dans certains foyers les seules à avoir un revenu régulier) progressa. Longtemps, les associations de travailleuses n'avaient été qu'éphémères. Ainsi, en 1788 à Leicester, une « sororité » (*sisterhood*) d'ouvrières du textile avait appelé les hommes à les rejoindre pour une opération de bris de machines. Mais dans les années 1870 la syndicalisation des femmes connut une percée, malgré le double fardeau d'une semaine de 60 heures et de leur travail domestique non rémunéré. Le bond le plus visible fut dans l'industrie du coton, où le nombre de tisseuses syndiquées passa de 15 000 en 1876 à 30 000 en 1886. Leurs salaires et donc leurs cotisations étant plus bas que ceux des hommes, il ne leur fut laissé aucune responsabilité autre que locale dans le syndicat mixte des tisseurs. Cette exclusion poussa la militante Emma Paterson à fonder en 1874 une organisation constituée seulement de femmes, la Ligue féminine de protection et de prévoyance. Celle-ci joua dès sa création un rôle dirigeant dans une grève de tisseuses de laine, ce qui conduisit à la formation, au cours de la décennie suivante, d'une quarantaine de sections, dont un syndicat de domestiques à Oxford. Sans dépasser les 2 500 adhérentes, la Ligue devint incontournable : le TUC dut admettre sa présence en 1876 et des déléguées des syndicats féminins y furent mandatées dès lors tous les ans. Il fallut toutefois attendre 1915 pour voir leur nombre dépasser la dizaine, signe que la place des femmes dans la hiérarchie syndicale restait marginale.

Les mineurs pris au piège du légalisme

Le dialogue social pratiqué par les représentants du syndicalisme nouveau modèle pouvait se révéler à double tranchant, ainsi que l'illustre le cas des mineurs de charbon. Ceux-ci formaient une composante essentielle, quoique un peu à part, du prolétariat britannique. Vivant aux abords des puits dans des villages (plus que dans des villes) où ils formaient l'immense majorité de la population, ils exerçaient le plus meurtrier des métiers après celui de marin. La dureté d'un travail exercé collectivement et de génération en génération dans un horizon restreint où rien n'était à eux mais tout au patron (des maisonnettes aux magasins) en fit vite une des sections les plus soudées de la classe ouvrière britannique, même si ses premiers combats se soldèrent par des défaites. En 1842, une première tentative de regroupement donna naissance à l'Association des mineurs, qui monta vite à 70 000 syndiqués. Celle-ci disparut dès 1844, à la suite d'un lock-out de quatre mois dans ses bastions du nord-est de l'Angleterre. L'opiniâtreté des mineurs aboutit toutefois, dans les années 1860 et 1870, à une série de mesures améliorant leur sécurité au travail.

Mais une apparente victoire obtenue en 1875 se retourna contre eux. Il s'agissait de l'un des premiers arbitrages rendus par l'État dans un conflit du travail. Pour en finir avec les grèves organisées par l'Association nationale des mineurs, le syndicat formé en 1863 par Alexander Macdonald, le médiateur nommé par le gouvernement avait obtenu des patrons miniers et de ce syndicat qu'ils signent un accord indexant les salaires sur le prix du charbon. Mais ce qui semblait avantageux pour les mineurs quand le prix

du charbon était en hausse s'avéra désastreux lorsque, à la fin des années 1870, son cours s'effondra, entraînant les salaires dans sa chute. L'accord passé par le syndicat n'empêcha pas les révoltes. Mais elles se firent contre la volonté de sa direction, qui pour rien au monde n'aurait compromis sa respectabilité en revenant sur sa parole. En s'accrochant coûte que coûte à cette politique, elle scia la branche sur laquelle elle était assise : le syndicat s'effondra en 1880. Un syndicat rival, basé dans le nord-ouest de l'Angleterre et au pays de Galles, connut un sort identique. Ils ne purent renaître, sous la forme d'une seule et unique Fédération nationale des mineurs, qu'une décennie plus tard.

Des ouvriers qualifiés vulnérables face aux crises

L'essor du capitalisme britannique au cours des années 1850-1885 ne fut pas sans à-coups. Et les crises qui secouaient le système à peu près tous les dix ans firent des victimes aussi du côté de ceux qui se croyaient protégés par leur qualification. La crise économique de 1873, plus sévère que les précédentes (elle devait durer une vingtaine d'années), entraîna des licenciements en masse, que la politique des bureaucraties syndicales (brocardée plus tard par Rosa Luxemburg comme une politique « *de couloirs et d'escaliers de service* ») fut incapable de stopper. Les syndicats corporatistes eux-mêmes furent fragilisés : en 1875, le nombre total de leurs syndiqués repassa sous la barre des 500 000, accusant une baisse de moitié en deux ans. Quelques syndicats (celui des cheminots, celui des instituteurs) traversèrent cette crise sans trop de pertes ; mais de

nombreux autres en sortirent exsangues, diminués par les échecs essuyés dans des grèves défensives et par les licenciements d'adhérents.

Par conséquent, certains militants remirent en question la base corporatiste sur laquelle reposaient les syndicats. Car non seulement l'étroitesse de cette base les rendait vulnérables aux crises économiques mais en plus, alors que les progrès du machinisme s'accéléraient, le refus des syndicats d'organiser les travailleurs non qualifiés, alors même que ceux-ci devenaient de plus en plus nombreux dans les entreprises, condamnait les travailleurs qualifiés, dont les qualifications perdaient chaque jour de leur valeur, à un isolement croissant. À ce handicap central s'ajoutait le fait que les syndicats, aveuglés par leur corporatisme, se retrouvaient souvent en guerre les uns contre les autres, dans des conflits dits de démarcation épuisants et absurdes, où les riveurs se battaient pour exclure les chaudronniers de telle ou telle tâche, ou l'inverse. Quant au refus de laisser adhérer les femmes alors qu'elles représentaient en 1880 près d'un tiers du salariat (si on inclut les domestiques, bataillon le plus disparate mais aussi le plus nombreux), il revenait à priver le mouvement syndical d'alliées indispensables.

Entre 1850 et les années 1880, l'allure du mouvement ouvrier changea donc considérablement. Auparavant, la persécution des militants et des contestataires par l'État, de même que le bas niveau de vie, poussait à être dur dans les moyens d'action, voire radical dans les objectifs. Or, à partir de 1850, les grèves des ouvriers les plus qualifiés permirent des avancées : meilleurs horaires (en 1856, on ne travaillait plus « que » 65 heures par semaine en moyenne) ; meilleurs

salaires ; relative sécurité de l'emploi pour l'ouvrier ayant un métier dans les mains. En 1885, le prolétariat britannique était donc plus nombreux, organisé et fort qu'à ses débuts – on estime qu'un travailleur masculin sur dix était alors syndiqué.

Mais les syndicats de métier dont il s'était doté présentaient bien des tares, qui s'aggraveraient avec le temps. Les bureaucrates à leur tête, soucieux de préserver leurs bonnes relations avec les employeurs et le statut social qui en découlait, firent passer au second plan la défense des intérêts matériels de leurs adhérents. Ils refusaient d'organiser les travailleurs non qualifiés, ce qui revenait à tirer une croix sur les intérêts de la partie la plus exploitée et majoritaire du prolétariat, parti pris qui se retourna contre les ouvriers qualifiés eux-mêmes dans le dernier quart du siècle. Le renoncement prétendument réaliste aux objectifs souvent révolutionnaires de la génération précédente n'avait pas tenu ses promesses, l'acceptation des règles du jeu capitaliste conduisant à des compromis acceptables sans doute par les permanents syndicaux, à l'abri des conséquences matérielles des reculs qu'ils avalisaient, mais pas par les travailleurs du rang.

On comprend les jugements peu amènes formulés par Engels et Marx sur ces syndicalistes qu'ils connaissaient si bien. Dès 1858, Engels écrivait à son camarade : « *En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier, c'est, jusqu'à*

un certain point, logique. » En 1868, il se désolait encore : « *Partout le prolétariat n'est que la mouche du coche des partis officiels.* » Dix ans plus tard, Marx (qui vécut à Londres de 1849 à sa mort en 1883) n'était pas plus tendre : « *Grâce à une période de corruption inaugurée en 1848, la classe ouvrière anglaise a été progressivement saisie d'une démoralisation de plus en plus profonde et elle en est arrivée à n'être plus qu'un simple appendice du grand Parti libéral, c'est-à-dire du parti de ses propres oppresseurs, les capitalistes. La direction de la classe ouvrière anglaise est passée intégralement aux mains de dirigeants syndicaux vénaux et d'agitateurs professionnels.* »

Il est vrai qu'en 1880 les explosions sociales qui avaient jalonné la première moitié du XIX^e^ siècle étaient un lointain souvenir. Le mouvement syndical était désormais une entité intégrée, subordonnée, dont les patrons pouvaient estimer à juste titre avoir peu à craindre. Ses deux modes d'action privilégiés, négocier avec les employeurs et s'adresser aux hommes d'État, se plaçaient sur un terrain inoffensif pour les classes supérieures. Sur la base de la puissance économique du Royaume-Uni, un accord gagnant-gagnant avait été conclu entre les dirigeants des syndicats et le Parti libéral, et le jeu semblait si bien rodé que maints patrons s'imaginaient sans doute que rien ne pouvait le perturber. Mais c'était sans compter avec ces prolétaires « apathiques », ces ouvriers du bas de l'échelle que les patrons exploitaient sans vergogne et que le TUC avait toujours tenus en si basse estime.

Troisième partie

Un géant sous tutelle, des années 1880 à 1914

La nouvelle mue du mouvement ouvrier britannique eut pour arrière-plan un paysage économique qui se transformait à grande vitesse. Dans le dernier quart du XIX^e^ siècle, l'économie britannique entra en effet dans la deuxième révolution industrielle en même temps que dans sa phase impérialiste. Diffusion de l'usage de l'électricité et de la chimie, progrès du machinisme, floraison des usines et des emplois industriels peu ou pas qualifiés : les ouvriers qualifiés, après des décennies de progrès tangibles, se retrouvaient sur la défensive, car le passage à de nouvelles méthodes de production équivalait pour eux à une déqualification dramatique, synonyme de baisse des rémunérations, voire de licenciement. Ce déclassement engendra un rapprochement objectif de leurs conditions de travail de celles de la majorité non qualifiée : pour se défendre et pérenniser les structures syndicales, il fallait donc la rallier à la cause du syndicalisme. Cette prise de conscience fut accélérée par les luttes des prolétaires les plus exploités eux-mêmes. Deux imposantes vagues de grèves, entre 1889 et 1892 puis entre 1910 et 1914, permirent aux effectifs des syndicats d'exploser, en passant de 5 % à 25 % des salariés. Et elles donnèrent un second souffle au courant socialiste, au point de susciter au sein des classes dirigeantes des inquiétudes qu'elles n'avaient plus éprouvées depuis le mouvement chartiste.

Au cours de cette même période, les entreprises, de plus en plus vastes, passèrent du modèle de l'affaire familiale à celui de la société par actions. À la recherche de débouchés pour leurs marchandises ainsi que pour leurs capitaux, les patrons de ces nouveaux monopoles poussèrent à ce que

la Grande-Bretagne conquière de nouveaux territoires : entre les années 1890 et 1914, l'Empire britannique grandit considérablement, au point de s'étendre en Afrique pratiquement du Caire jusqu'au Cap. Ces métamorphoses permirent à la bourgeoisie britannique, toujours la plus puissante du monde, de s'enrichir encore. Mais, autour de 1900, son hégémonie sur le commerce mondial était déjà contestée par les jeunes industries allemande et américaine. Cette montée de la concurrence amena les capitalistes britanniques à remettre en cause le compromis passé avec les syndicats et à les attaquer frontalement. Les dirigeants syndicaux, qui avaient compté sur leur alliance avec les libéraux pour se protéger, se convainquirent que leur survie passait par la construction d'un organe politique qui leur soit totalement soumis. Mais le Parti travailliste qui naquit en 1906 plaça son action sur un terrain exclusivement parlementaire. Sous influence libérale et sans boussole socialiste, il allait permettre à la bureaucratie syndicale de promouvoir ses intérêts au sein des institutions, pas aux militants ouvriers de défendre leurs intérêts de classe.

Chapitre Ier

De la renaissance socialiste à l'offensive ouvrière, 1884-1892

La résurgence du socialisme

Avant 1848, le courant socialiste britannique avait été incarné pour l'essentiel par les partisans de Robert Owen et l'extrême gauche du chartisme. Après l'échec des révolutions de 1848 sur le continent, il fut renforcé par nombre de militants européens fuyant la répression. Mais le fait même que Marx et d'autres partisans des idées socialistes aient été acceptés comme réfugiés sur le sol anglais montre assez que, dans ce contexte de reflux du mouvement chartiste, la bourgeoisie ne voyait pas en eux une menace pour l'ordre établi. Les dirigeants des syndicats, après avoir frayé avec l'AIT, se cantonnaient désormais au terrain économique et n'intervenaient en politique que sous la bannière du Parti libéral. Les owenistes les moins découragés s'étaient mués en gestionnaires de coopératives. Quant au nouvel afflux de révolutionnaires qui suivit la défaite de la Commune de Paris, il ne suffit pas à redonner vie aux cercles qui prônaient le renversement du capitalisme. En 1875, à l'heure où des dizaines de milliers de travailleurs allemands se

regroupaient au sein du Parti social-démocrate (SPD) sur la base d'un programme d'inspiration marxiste, le socialisme britannique faisait pâle figure. Les groupes contestataires subsistant, s'identifiant d'ailleurs plus souvent au républicanisme, à la libre-pensée ou à l'égalitarisme agraire qu'au drapeau rouge, étaient plus orientés vers le débat que vers l'action.

Dès la fin des années 1870, pourtant, le courant socialiste connut un regain. Dans les quartiers ouvriers situés le long de la Tamise, à l'est de Londres, une Ligue pour l'émancipation du travail organisa des meetings où il était question de collectivisation des terres et des moyens de production ; à Birmingham, une Association démocratique défendit en public l'abolition de la monarchie, de la Chambre des lords et la séparation de l'Église et de l'État. C'est en regroupant ces noyaux qu'en 1881 Henry Hyndman fonda un nouveau groupe, qui prit le nom de Fédération socialedémocrate (SDF en anglais) en 1884. Tout en restant une petite organisation, la SDF allait initier au marxisme bien des militants ouvriers, malgré les défauts de son fondateur. Hyndman, tenu en piètre estime par Marx et Engels, était en effet un homme d'affaires doublé d'un aventurier, qui exerçait un pouvoir quasi dictatorial sur son organisation et son hebdomadaire *Justice*.

En 1885, Engels apporta son soutien à trois dirigeants de la SDF qui supportaient mal l'autoritarisme et les penchants réformistes, voire chauvins de Hyndman – Eleanor Marx, son compagnon Edward Aveling et l'artiste William Morris – lorsqu'ils choisirent de scissionner pour fonder une nouvelle organisation, la Ligue socialiste (SL

en anglais) et lancer leur propre hebdomadaire, *The Commonweal* (le Bien commun). Ils reprochaient à Hyndman son indifférence aux luttes quotidiennes des travailleurs et ses conceptions mécanistes selon lesquelles le passage du capitalisme au socialisme devait être presque automatique, les militants ayant à se faire les propagandistes du « grand soir », sans chercher à organiser la classe ouvrière dans ses combats petits et grands. Malgré les côtés sectaires de la SDF, malgré la faiblesse numérique plus marquée encore de la SL (qui bifurqua vers l'anarchisme puis disparut en 1901), c'est de leurs rangs que surgirent les principaux dirigeants de l'offensive ouvrière suivante.

En 1884 également, des intellectuels fondèrent la Société fabienne, favorable à une transition vers le socialisme en douceur et par en haut, sans les tracas de la lutte des classes. Sur le modèle de ce cénacle londonien où se côtoyaient, entre autres, les économistes Sidney et Beatrix Webb, les écrivains H.G. Wells et G.B. Shaw, des sections provinciales furent créées, animées ici par un médecin, là par un avocat, parfois aussi par des ouvriers que le côté laboratoire d'idées attirait. Mais les fabiens étaient hostiles à l'idée d'un parti des travailleurs. Pour eux, le socialisme était une affaire d'experts agissant en bienfaiteurs de la société, et ils ne se fixaient pas d'autre but que d'influencer l'aile libérale de la bourgeoisie.

L'explosion sociale de 1889

Au grand dam des fabiens, la renaissance du mouvement ouvrier vint des secteurs les moins cultivés du prolétariat. Or ces ouvriers formaient la majorité du monde du travail

et leur réveil prit la forme d'une vague de grèves comme le pays n'en avait pas connu « depuis la grande et glorieuse époque du chartisme », ainsi que s'en réjouit le vétéran Harney. Après les premiers échecs qu'ils avaient subis dans leurs tentatives de créer des syndicats, dans les années 1870, les dockers et les marins connurent un regain d'activité militante à partir de 1885. Et l'explosion ouvrière qui suivit donna cette fois naissance à des syndicats puissants, en rupture explicite avec la tradition corporatiste du TUC : de « nouveaux syndicats » (New Unions) fiers de promouvoir un « nouveau syndicalisme » (New Unionism).

Des grèves massives et victorieuses

Le 13 novembre 1887 eut lieu à Trafalgar Square, en plein centre de Londres, une manifestation de chômeurs qui fut violemment réprimée par la police. Puis en juillet 1888, dans les quartiers est de Londres, une grève de femmes défraya la chronique : celle des 1 400 employées de l'usine d'allumettes Bryant & May. En butte à des conditions de travail effroyables, au milieu des poussières de phosphore qui jaunissaient leur peau et attaquaient leurs mâchoires, ces ouvrières, souvent d'origine irlandaise, formèrent un syndicat avec l'aide de la journaliste Annie Besant, membre de la Société fabienne et de la SDF. Au terme d'une grève de dix jours, elles arrachèrent l'abolition des amendes sur salaire et des améliorations de leurs conditions de travail, incitant les hommes du quartier à leur emboîter le pas.

Dans la mémoire collective, l'année qui symbolise cette explosion ouvrière est 1889, année agitée en France et en Allemagne aussi. Les premiers à se lancer furent les gaziers, sous la conduite de Will Thorne. Une force de la nature

malgré une vie de travailleur commencée à sept ans, il avait été formé politiquement par Eleanor Marx, qu'il avait suivie de la SDF à la SL. Pour obtenir une journée de travail de huit heures sans perte de salaire, les gaziers menacèrent de couper l'alimentation en gaz de toute la capitale, si bien que leurs employeurs cédèrent avant même qu'il y ait grève. Ce succès était extraordinaire. Méprisés, ces hommes souvent frustes et analphabètes avaient réussi, par leur solidarité, à obtenir ce que les ouvriers qualifiés, tout organisés qu'ils fussent, n'avaient jamais obtenu : cette journée de huit heures qui deviendrait bientôt le cri de ralliement du mouvement ouvrier international. Forts de cette victoire, célébrée le 27 juillet par un meeting monstre, ils formèrent le premier des nouveaux syndicats. Par son appellation, le Syndicat national des gaziers et manœuvres de Grande-Bretagne et d'Irlande affichait deux ambitions inédites : organiser tous les travailleurs du gaz, quelle que soit leur qualification ; rassembler les prolétaires dits non qualifiés au-delà de ce seul secteur. Dès 1890, le syndicat intégra en son sein des ouvriers agricoles, des teinturiers de laine, et même des ouvrières. Cette ouverture impliquait des cotisations modiques, en contrepartie de quoi le syndicat ne pouvait pas offrir les mêmes services sociaux que ses homologues corporatistes, ni s'offrir le luxe d'un appareil permanent important. Mais il s'engageait à financer des caisses de grève, si bien que les gaziers du reste du pays entrèrent en lutte à leur tour au cours de l'année 1890.

Entre-temps, la combativité des gaziers avait contaminé l'immense zone portuaire londonienne où ils allaient s'embaucher en été, car leur emploi principal, l'éclairage

des rues de Londres, ne les occupait que la moitié sombre de l'année. Sur les docks, les raisons de se révolter ne manquaient pas non plus : au premier chef l'extrême précarité de l'emploi, car les dockers étaient embauchés au jour le jour, voire à la demi-journée. Les porteurs de thé furent les premiers à se déclarer en grève, en août 1889, emmenés par Ben Tillett qui, comme Thorne, était passé par l'école de la SDF. Ils entraînèrent bientôt 30 000 dockers dans un mouvement qui ne pouvait passer inaperçu : le plus grand port du plus riche pays du monde était paralysé, et les meetings étaient quotidiens, de même que les manifestations. On défilait fanfare en tête, avec femmes et enfants, en brandissant ces têtes de poisson et morceaux de pain sec qui constituaient le régime ordinaire des manifestants. Au terme d'un bras de fer de cinq semaines, les employeurs durent relever le taux horaire de 5 à 6 pence, et à 8 pence pour les heures supplémentaires, et garantir aux journaliers un minimum de quatre heures de travail rémunérées chaque jour. Dans la foulée de la grève, Tillett orchestra l'édification du deuxième des nouveaux syndicats : un syndicat de dockers et de manœuvres regroupant bientôt 18 000 membres. Parallèlement, un autre syndicat de dockers, basé à Glasgow, tissait sa toile dans le nord du pays. De janvier 1889 à décembre 1890, tous secteurs confondus, 2 400 grèves furent répertoriées et onze millions de journées de travail furent comptabilisées comme perdues par le ministère du Commerce.

Les socialistes à l'avant-garde

La tempête de 1889 fut marquée par le rôle qu'y jouèrent des militants socialistes, non seulement Thorne et Tillett

mais aussi John Burns et Tom Mann. De l'extérieur, ces militants de l'ASE, tous les deux passés par la SDF, apportèrent une aide précieuse au mouvement. Mais la SDF et la SL furent plus des accompagnateurs que des guides pour les masses en action, la SL du fait de sa maigre implantation, la SDF du fait de sa réticence envers les grèves. Si la vague revendicative déferla indépendamment des initiatives des petits groupes socialistes, elle apporta cependant de l'eau à leur moulin et la décennie qui suivit vit leurs rangs s'étoffer. Car ces quelques mois d'action collective rendirent plus crédibles les discours de ceux qui expliquaient que l'émancipation des travailleurs serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Une contribution à cet essor vint de la propagande menée par Robert Blatchford, un ancien militaire, dont les écrits eurent incomparablement plus de lecteurs que la première édition anglaise du *Capital* (1887). Son hebdomadaire *The Clarion* (Le Clairon), lancé en 1891 et tiré à 35 000 exemplaires, ainsi que ses best-sellers *Merrie England* (Joyeuse Angleterre, 1893) et *Britain for the British* (La Grande-Bretagne aux Britanniques, 1902), permirent aux doctrines socialistes, quoique mâtinées de nationalisme, d'être portées à la connaissance d'un large public ouvrier. Blatchford fut à l'initiative d'une Clarion Federation dont les branches locales, les Clarion Clubs, réunissaient des jeunes gens des deux sexes pour des tournées à bicyclette le samedi, mariant échappée sportive et propagande socialiste. Dans les années 1890 se développèrent aussi des chorales, des bibliothèques, voire des Églises socialistes, qui baptisaient et catéchisaient pour faire pièce aux rituels anglicans. On

comprend aisément que les socialistes, même disséminés en de multiples chapelles, aient su trouver l'oreille des travailleurs du rang : leur langage reflétait tout simplement le sentiment de révolte des exploités, leur aspiration au changement et leur confiance grandissante en leur force collective.

Le printemps des nouveaux syndicats

Salutaire pour le courant socialiste, la vague de 1889-1890 fut aussi une bouffée d'air frais pour le mouvement syndical. Sur le modèle des syndicats présidés par Thorne et Tillett, le nouveau syndicalisme se développa. Des syndicats d'industrie qui dépassaient de loin les frontières corporatistes des vieux syndicats virent le jour, chez les marins et les cheminots notamment, même si chez ces derniers, les conducteurs et les chauffeurs restèrent organisés à part. Des travailleurs qui n'avaient jamais osé se syndiquer, les serveurs et les blanchisseuses, formèrent des organisations. Quant aux mineurs, ils avaient pris le virage dès la fin de l'année 1888, en créant leur Fédération des mineurs de Grande-Bretagne. Aussi le nombre total de syndiqués dans le pays connut-il une progression fulgurante : entre 1889 et 1891, il fit plus que doubler, passant de 750 000 à 1 600 000. En 1890, l'immense majorité des nouveaux syndicats demandèrent leur adhésion au TUC, malgré son caractère corporatiste. Aussi le congrès de 1890 eut-il une physionomie fort différente des précédents, comme le nota Burns :

« *Physiquement, les "vieux" syndicalistes étaient bien plus massifs que les "nouveaux". [...] Ils étaient nombreux à ressembler à des gentlemen de la City ; à porter des manteaux de*

très bonne qualité, des montres avec de longues chaînes et des chapeaux hauts-de-forme. Dans bien des cas leur carrure et leurs proportions étaient si splendides qu'elles leur conféraient l'allure et la dignité de notables, de magistrats. Parmi les nouveaux délégués, pas un seul n'arborait le haut-de-forme. Ils ressemblaient à des travailleurs ; ils étaient des travailleurs. Ils n'étaient pas si attachés à l'étiquette et au protocole, étant guidés d'abord par leur bon sens. »

Tandis que les syndicats corporatistes défendaient la négociation collective catégorie par catégorie, au niveau de chaque entreprise, les nouveaux syndicats prônaient des accords à l'échelle de chaque industrie, voire l'obtention de droits reconnus par la loi couvrant l'ensemble des travailleurs. En 1890, sous leur pression, le TUC fit enfin sienne la revendication des huit heures. Il reprenait ainsi à son compte l'objectif central de la Ligue pour les huit heures fondée en 1886 par Mann. En septembre 1891, Mann faillit d'ailleurs être élu secrétaire général par ce TUC aux rangs renouvelés. Le syndicalisme britannique allait-il adopter un cours plus radical et promouvoir l'unification de toute la classe ouvrière ?

Un autre indice laissait penser qu'une nouvelle ère, moins corporatiste et plus militante, s'ouvrait : le renforcement de l'organisation des femmes. Secrétaires, ouvrières de l'habillement, du tabac, du verre ou de l'armement : au cours des vingt années suivant l'explosion de 1889, une cinquantaine de nouvelles fédérations féminines virent le jour sous l'impulsion de la Ligue syndicale des femmes de Mary Macarthur, et autant en dehors d'elle. De plus, nombre d'organisations jusqu'alors réservées aux hommes,

tels les syndicats de tailleurs et d'imprimeurs, ouvrirent leurs portes aux femmes. En conséquence, en 1906, la proportion des femmes parmi les syndiqués frisa les 10 %, 80 % des syndiquées appartenant aux syndicats mixtes du textile[5]. Malgré ces progrès, les dirigeants du nouveau syndicalisme se démarquaient rarement de l'idéologie patriarcale qui dominait l'époque victorienne. Thorne déclarait ainsi : « *Les femmes ne font pas de bons syndicalistes, et pour cette raison nous pensons que nos efforts seront mieux employés à organiser les hommes.* »

La contre-offensive patronale

Le nouveau syndicalisme parvint à infléchir le corporatisme du TUC, mais jusqu'à un certain point seulement. L'idée selon laquelle les travailleurs d'une certaine catégorie ne pouvaient être en position de force que regroupés sur la base de leurs intérêts spécifiques demeurait profondément ancrée. Il y eut bien peu de voix pour proposer, au moment où l'ambiance combative aurait sans doute rendu une telle initiative possible, de créer un seul grand syndicat ouvert à l'ensemble des prolétaires, ni même d'assigner au TUC l'objectif de coordonner l'action des syndicats qui lui étaient affiliés. Or la fenêtre temporelle où une refonte radicale du syndicalisme britannique paraissait envisageable se referma vite.

Car dès 1893, profitant d'une poussée du chômage, les patrons engagèrent une contre-offensive à grande échelle contre les nouvelles organisations. Ils se syndiquèrent à leur

5. La proportion des femmes parmi les syndiqués ne montera à 20 % qu'en 1914-1918, à la faveur de leur embauche dans l'industrie de guerre.

tour, formant de puissantes associations patronales. Les armateurs prirent la tête de cette offensive, en se fédérant en 1890, suivis par les patrons du textile en 1891 et ceux du secteur de la construction mécanique en 1896. Même au Parlement, où le patronat était largement représenté, les chefs d'entreprise constituèrent en 1898 un groupe de pression, calqué sur celui du TUC. Car il leur fallait reprendre en main partis et députés, afin que les pouvoirs publics reviennent au plus vite sur les récentes concessions. Déterminés à mener la contre-attaque sur tous les fronts, les capitalistes financèrent également des syndicats maison et, le cas échéant, des bataillons de briseurs de grève.

En 1893, l'écrasement du syndicat des dockers à Hull (le troisième port du pays, où depuis 1889 la totalité des dockers étaient syndiqués) annonça l'ouverture des hostilités. Partout les patrons revinrent sur les accords qu'ils avaient été contraints de signer par les mobilisations ouvrières. Dans un contexte de concurrence internationale accrue qui mettait leurs profits en péril, les capitalistes s'en prirent d'ailleurs au mouvement syndical dans son ensemble, y compris aux vieux syndicats de métier. En 1893, un lock-out interrégional mit le syndicat des mineurs, pourtant modéré, à genoux. En 1896-1897, l'ASE à son tour fut vaincu suite à un lock-out de six mois. Lors de ces épreuves de force, l'État engagea sa puissance du côté des employeurs : pendant la grève de Hull, un croiseur fut envoyé dans le port à titre d'avertissement ; pendant le lock-out des mines, deux ouvriers furent tués par la troupe.

De défaite en défaite, quantité de nouveaux syndicats s'effondrèrent, si bien qu'en 1900 ils ne représentaient plus

que 10 % des effectifs affiliés au TUC. Le seul d'entre eux à figurer encore au nombre des dix premiers syndicats du TUC était alors celui des gaziers. Le retour de bâton patronal sur le terrain des entreprises renforça le camp des dirigeants syndicaux qui prônaient l'abandon de l'arme de la grève et le repli sur le terrain électoral. Cela valut à Mann, qui avait accédé à la direction de l'ASE au début des années 1890, de s'en faire destituer en 1896.

Rien n'illustre mieux la persévérance dans le conservatisme des dirigeants du TUC que leur frilosité envers le mouvement ouvrier international. Le TUC n'accepta jamais des rapports formels avec la II^e^ Internationale, trop socialiste à son goût, et la solidarité qu'il manifesta envers les prolétaires de tous les pays resta toujours subordonnée à sa fidélité au nationalisme britannique.

Chapitre II

L'émergence du travaillisme, 1893-1910

Après la retombée de la vague gréviste, une idée fit son chemin chez certains syndicalistes : celle que le mouvement ouvrier organisé avait besoin de son propre parti. Cela faisait déjà un moment que des doutes s'exprimaient quant aux bénéfices pour les syndicats de miser sur l'alliance avec les libéraux. Elle avait pu sembler avantageuse tant que ces derniers étaient au pouvoir. Mais le long règne des conservateurs à partir de 1874 avait mis ces espoirs entre parenthèses. Le Parti libéral lui-même se montrait peu disposé à laisser aux chefs syndicaux les postes de députés que revendiquait depuis 1886 l'Association électorale ouvrière. En théorie, la direction nationale du Parti libéral n'excluait pas de soutenir des candidats ouvriers mais, en pratique, aucun candidat libéral n'était prêt à offrir sa circonscription à un syndicaliste. En 1888, un syndicaliste mineur, l'Écossais Keir Hardie, dont le socialisme chrétien était pourtant assez tempéré pour faire de lui un candidat acceptable pour les libéraux, s'était ainsi vu refuser l'investiture. Il avait alors décidé de se présenter contre les deux grands partis et avait fondé à cette fin un Parti écossais du

travail (Scottish Labour Party), qui disparut après l'échec de sa campagne électorale.

Mais le geste de Hardie et son allure même (descendu enfant à la mine, il ne quittait jamais sa casquette de prolétaire) renforcèrent l'idée suivante : puisque les conservateurs sont des ennemis et les libéraux des faux amis, pourquoi ne pas envoyer au Parlement des syndicalistes indépendants ? Créer un tel groupe aux Communes relevait de l'utopie dans les années 1870. Mais la réforme électorale de 1884, en élargissant le droit de vote à plus d'un homme sur deux, rendait désormais cette perspective crédible. Dans les régions industrielles du centre et du nord de la Grande-Bretagne, des clubs ouvriers se constituèrent donc par dizaines, au tout début des années 1890, pour préparer des candidatures syndicalistes aux prochaines élections législatives. Les militants syndicaux y côtoyaient des militants de la SDF et de la SL, qui espéraient par leur participation donner un caractère plus socialiste aux campagnes à venir. En 1892, le milieu syndicaliste décidé à rompre avec les démagogues libéraux vit ses espoirs commencer à se concrétiser, avec l'élection de trois candidats dits indépendants : Hardie, Burns et Havelock Wilson, le secrétaire du Syndicat national des marins. Mais, à peine élus, Burns et Wilson se rallièrent au groupe parlementaire libéral, rendant caduc le projet d'un groupe parlementaire du travail.

1893 : le Parti travailliste indépendant, autonome mais isolé

En 1893, l'idée d'un Parti travailliste indépendant fut reprise par un journal militant, qui passa une annonce pour recruter des correspondants prêts à représenter un tel parti dans leur localité. Les volontaires se retrouvèrent à Bradford pour fonder l'Independent Labour Party (ILP), qui s'affirma par son nom indépendant des deux grands partis bourgeois et élut Hardie à sa tête. Le modèle de l'ILP était le groupe des 86 députés irlandais qui, en 1885-1886, avaient bataillé aux Communes pour l'autonomie de l'Irlande. Le parti se définit donc dès le départ comme une organisation à vocation parlementaire. C'est par la voie institutionnelle qu'il entendait obtenir l'éducation publique et gratuite, un système de protection sociale, la fin du travail aux pièces et des heures supplémentaires, ainsi que l'abolition des privilèges de l'aristocratie. Lors de son congrès de fondation, les délégués rejetèrent l'inclusion du mot socialiste dans sa dénomination, bien que les socialistes Mann et Aveling aient été élus à son comité exécutif, de peur de faire fuir les électeurs les plus modérés. Mais l'ILP opta en même temps pour l'affiliation à la II^e^ Internationale, ce qui en fit la seconde section britannique à côté de la SDF, et une section dont les effectifs devaient rapidement être plus importants.

Engels, qui voyait en Hardie un « *super-filou, dont les astuces démagogiques ne doivent pas inspirer confiance une seule seconde* » et avait de fortes réserves quant à l'ILP, n'aurait cependant pas vu d'un mauvais œil l'adhésion de la SDF à ce nouveau parti qu'animaient les militants syndicaux les plus avancés du pays et dont les sections locales étaient

tournées vers la conquête du milieu ouvrier, multipliant les ventes publiques de journaux et les prises de parole en plein air. Mais la SDF, à la différence de la SL, se refusa à ce qu'elle voyait comme une compromission, pour la plus grande satisfaction des syndicalistes les plus modérés, dont Hardie. La rigidité de Hyndman limita donc l'expression d'une voix révolutionnaire au sein de l'ILP, au profit de ses éléments les plus droitiers, comme Ramsay MacDonald[6].

En 1893, les leaders syndicaux furent très peu nombreux à s'engager avec l'ILP. La plupart comptaient sur un retour des libéraux aux affaires et le TUC se tint prudemment à l'écart. Certes, lors du congrès du TUC de 1894, les syndicalistes socialisants et les représentants des nouveaux syndicats (souvent les mêmes personnes) défendirent avec ferveur l'affiliation du TUC à l'ILP. Mais leur motion ne recueillit qu'un tiers des voix et ce pourcentage baissa les années suivantes. Car la vieille junte pro-libérale du TUC n'entendait pas se laisser imposer un tel virage. En 1895, elle fit adopter de nouveaux statuts, qui empêchaient les conseils des syndicats des localités d'être représentés au TUC. Il s'agissait pour la junte de renforcer le poids des appareils les plus gros, riches et modérés, au détriment des militants locaux, souvent plus à gauche. Ces manœuvres, orchestrées par Burns, passé du socialisme au libéralisme, et par Mawdsley, un syndicaliste membre du Parti conservateur, handicapèrent les premiers pas de l'ILP. En 1895,

6. Ce politicien petit-bourgeois, qui prit la présidence de l'ILP en 1906, fut le premier travailliste à accéder au poste de Premier ministre en 1924. De nouveau Premier ministre en 1929, il fut exclu de son propre parti en 1931, après avoir formé un gouvernement d'union nationale chargé de faire payer la crise aux travailleurs.

faute de soutien syndical, il présenta moins de trente candidats aux élections parlementaires et n'eut aucun élu. En 1899, le secrétaire du Syndicat national des mineurs expliquait : « *Je ne vois pas pourquoi notre fédération devrait rejoindre une association et dépenser de l'argent, du temps et de l'énergie avec pour seule raison l'incapacité d'autres syndicalistes à faire pour eux-mêmes ce que nous faisons et avons fait pour nous-même depuis quatorze ans.* » Aux élections de 1897, dans une circonscription minière du Yorkshire, le candidat de l'ILP fut chassé à coups de pierres par une foule de mineurs syndiqués qui faisaient campagne pour leur patron, un libéral favorable à la journée de huit heures.

Néanmoins, comme les députés libéraux se révélaient de piètres alliés face aux attaques du patronat, la position des appareils syndicaux se mit à évoluer. D'autant plus que, lors d'un bref retour au pouvoir entre 1892 et 1895, le Parti libéral se refusa à introduire une indemnité parlementaire, seul moyen pour un député ouvrier de siéger sans ruiner son syndicat. En apparence, les gouvernements des années 1890 pouvaient sembler accommodants, en permettant la nomination de syndicalistes à des postes de magistrat ou d'inspecteur du travail, ou encore en faisant adopter des lois sociales : en 1890 sur le logement ; en 1891 sur les fabriques et l'école élémentaire gratuite ; en 1893 sur le temps de travail ; en 1896 sur l'arbitrage des conflits sociaux ; en 1897 sur l'indemnisation des accidents de travail. Mais cela n'empêchait pas la guerre sociale de continuer, ni les tribunaux d'ignorer les lois quand il fallait condamner des grévistes pour l'exemple. Malgré des réticences au sommet, la question de la représentation parlementaire des syndicats

fut l'enjeu central du congrès du TUC de 1899. Il y fut décidé, par 546 000 mandats contre 434 000, de s'adresser aux autres organisations ouvrières (les mutuelles, les coopératives et les différents partis socialistes) en vue d'« *assurer l'élection d'un plus grand nombre de députés ouvriers au sein du prochain Parlement* ».

1900 : le Comité pour la représentation du travail, l'indépendance à contrecœur

L'appel du TUC aboutit à une conférence, qui se tint à Londres le 27 février 1900 et mit sur pied le Labour Representation Committee (LRC) : le Comité pour la représentation du travail. Parmi les 129 présents, les mandatés du TUC représentaient 400 000 syndiqués, soit 28 % des effectifs de la confédération. Les mandatés des organisations politiques représentaient presque vingt fois moins d'adhérents : 13 000 pour l'ILP, 9 000 pour la SDF et 861 pour la Société fabienne. Ils s'accordèrent sur un objectif minimal : « *Envoyer au Parlement des candidats ouvriers, car les plus susceptibles d'agir dans le sens des revendications ouvrières.* » Mais les points de discorde étaient nombreux. À l'extrême gauche, la très minoritaire SDF défendait l'idée d'un parti ouvrier socialiste excluant les syndicalistes membres de partis bourgeois. À droite, Burns s'opposait à la formulation « candidats ouvriers » : « *J'en ai jusque-là des bottes ouvrières, des trains ouvriers, des maisons ouvrières et de la margarine ouvrière. Le mouvement ouvrier et social ne devrait pas être prisonnier de ces préjugés de classe.* » La position qui l'emporta fut celle, médiane, proposée par Hardie : « *Approuver la formation d'un groupe ouvrier au Parlement,*

prêt à collaborer avec tout parti œuvrant à l'adoption de lois directement favorables au monde du travail, et prêt à s'opposer de la même façon à tout parti appuyant une législation allant dans l'autre sens. » Il n'était donc pas question de former un parti de la classe ouvrière, ni même un parti des syndicats, mais juste un groupe parlementaire constitué de députés syndicalistes. Les bureaucrates syndicaux n'auraient de toute façon pas accepté d'aller plus loin. En réaction à cette orientation, les deux représentants de la SDF qui siégeaient au comité exécutif du LRC le quittèrent bientôt, le jugeant trop réformiste.

Au départ, le TUC et ses fédérations s'investirent pourtant a minima dans le LRC. À la fin de l'année 1900, seule une minorité de syndicats, représentant moins d'un quart des effectifs affiliés au TUC, avait rejoint le LRC. L'élection générale de 1900 s'était déroulée trop tôt pour que le LRC ait le temps de faire campagne sérieusement, et sur fond de guerre coloniale en Afrique du Sud, dans un climat d'exaltation militariste très défavorable. Hardie fut certes réélu, mais la perspective d'un groupe de députés syndicalistes conséquent au Parlement restait toujours aussi éloignée. Le secrétaire national du Syndicat des charpentiers de la construction navale et vice-président du LRC avait lui-même fait campagne dans sa circonscription pour le candidat libéral, un patron de la construction navale. Et si l'ILP avait reçu 500 livres de George Cadbury, un patron quaker, roi du chocolat et du paternalisme, c'était à la condition expresse qu'il ne dénigre pas les libéraux.

Mais en 1901 une décision de justice poussa les directions syndicales à peser de tout leur poids pour soutenir

le LRC : le jugement Taff-Vale, du nom d'une compagnie de chemin de fer desservant le pays de Galles. En 1900, ses patrons exigèrent que l'un des syndicats de cheminots (l'ASRS) l'indemnise des pertes qu'elle avait subies au cours d'une grève. La Chambre des lords leur donna raison. Le syndicat fut donc sommé de payer 23 000 livres de dommages et intérêts à la compagnie, plus 19 000 livres de frais juridiques. Ce jugement équivalait à un arrêt de mort pour les finances syndicales, et pas seulement pour l'ASRS. Du jour au lendemain, les chefs syndicaux durent choisir entre tout faire pour que leurs fonds soient légalement protégés en cas de grève ; ou bien se résigner à vivre dans la crainte permanente d'être déclarés responsables d'un mouvement social même quand ils n'en avaient pas pris l'initiative, et d'être ainsi menacés de faillite. Or ne plus pouvoir user de la grève, non seulement comme menace dans le cadre de négociations avec le patronat, mais comme soupape de sécurité face aux pressions des syndiqués les plus combatifs, c'était prendre le risque de perdre le rôle de tampon qui rendait les appareils syndicaux si précieux aux yeux des employeurs.

Aussi vit-on les affiliations au LRC se multiplier, y compris de la part de syndicats corporatistes comme l'ASE. Le nombre de syndiqués affiliés au LRC passa de 375 000 en 1901 à 861 000 en 1903. Malgré cet afflux, le LRC ne se voulait toujours pas un rival du Parti libéral, à tel point qu'en 1903 Hardie et MacDonald passèrent en secret un pacte de non-agression avec celui-ci. Hardie rappelait volontiers, à la minorité qui voulait faire du LRC un parti ouvrier socialiste : « *Les députés du travail ne doivent être ni socialistes,*

*ni libéraux, ni conservateurs, mais les porte-parole du Parti du travail. [...] Qu'ils laissent tomber le libéralisme, le conservatisme et tout autre « isme » hormis le travaillisme (*labourism*).* »

1906 : le groupe parlementaire travailliste, sous étroit contrôle libéral

Les élections de 1906 ramenèrent le Parti libéral au pouvoir après un long passage dans l'opposition et virent une percée électorale du LRC : 29 de ses candidats furent élus. Ce succès devait beaucoup au pacte de 1903, par lequel le LRC et le Parti libéral s'étaient mis d'accord pour ne pas se faire concurrence. Aux Communes, les 29 élus du LRC purent enfin former leur propre groupe parlementaire (PLP en anglais, pour Parliamentary Labour Party). Les dirigeants syndicaux s'empressèrent alors de décréter la dissolution du LRC. Après quoi, lors de sa première séance plénière, le PLP annonça la formation d'un nouveau parti, le Parti travailliste, dont il constituerait de droit la direction nationale. Placées devant le fait accompli, les organisations anciennement affiliées au LRC étaient invitées à demander leur réaffiliation au nouveau parti.

Ainsi les dirigeants syndicaux faisaient d'une pierre deux coups. D'une part ils se débarrassaient des nombreux comités locaux du LRC sur lesquels ils n'avaient eu qu'un contrôle limité. Et de l'autre ils s'assuraient un contrôle absolu sur la direction du nouveau parti. Certes, ce parti n'était qu'une fédération ne disposant d'aucune structure militante locale pouvant influencer en son nom les luttes de la classe ouvrière. Mais c'était justement d'un tel

instrument que les dirigeants syndicaux avaient besoin : un groupe parlementaire dévoué à leurs intérêts d'appareil, appuyé sur des organisations qui, en dehors des périodes électorales, seraient reléguées à un rôle de spectateur sans droit de regard sur la politique du parti[7].

Après trois années de coexistence pacifique, les quatorze syndicalistes mineurs qui avaient été élus députés en 1906, tous libéraux jusqu'alors, décidèrent de rejoindre les rangs du PLP. Celui-ci avait désormais le soutien de tous les grands syndicats. Bien sûr, la presse bourgeoise s'offusqua de cette intrusion prolétarienne dans les institutions. Mais les relations entre députés travaillistes et libéraux n'en furent pas moins cordiales. Winston Churchill, alors un jeune loup libéral, ne tarissait pas d'éloges : « *Les intérêts du pays ont été grandement avantagés par l'augmentation du nombre de députés travaillistes. Ils forment un élément de stabilité, non de désordre, et contribuent à élever la sagesse, le sérieux et la dignité de la Chambre.* » Un aristocrate qui fréquentait le milieu des députés rapporta de même : « *Les députés travaillistes [...], à travers leurs activités syndicales, sont devenus de vrais hommes d'affaires, capables d'analyser toute question politique qu'on soumet à leur jugement, et en particulier dans le domaine militaire.* »

Sur le plan des perspectives politiques qu'il proposait, le nouveau Parti travailliste ne se différenciait guère du Parti libéral auquel il servait de force d'appoint dans ses échauffourées parlementaires avec son principal rival, le

7. Le PLP et le TUC n'appuyèrent la transformation du Parti travailliste en parti d'adhérents ayant des structures locales qu'après la Première Guerre mondiale, afin de couper l'herbe sous le pied au Parti communiste alors en formation.

Parti conservateur. De ce point de vue, ce fut, dès sa formation, un parti déterminé à préserver l'ordre bourgeois. Néanmoins, sur le plan social, le Parti travailliste représentait un phénomène inédit : un parti dont l'existence et les succès électoraux dépendaient entièrement des illusions qu'il parvenait à entretenir dans les rangs de sa base électorale essentiellement prolétarienne et qui, de ce fait, était susceptible de se montrer sensible aux soubresauts de la lutte des classes, même s'il refusait d'en reconnaître l'existence. Lorsque ce parti d'un nouveau genre adressa en 1908 sa demande d'adhésion à la direction de l'Internationale socialiste, celle-ci ne la refusa pas. Mais Lénine tint alors, et pour cause, à exprimer de très fortes réserves quant à la possibilité pour cette organisation de se transformer un jour en un parti ouvrier authentiquement socialiste et révolutionnaire.

Dès son entrée en fonction, le gouvernement libéral multiplia les gestes en faveur des syndicats, pour s'assurer le soutien des députés travaillistes et, à travers eux, du monde ouvrier. Dès 1906, une loi sur les conflits du travail légalisa les piquets de grève. Mais surtout, elle stipulait qu'en cas de pertes financières occasionnées par une grève dans une entreprise, celle-ci ne pourrait réclamer des dommages et intérêts aux syndicats. Cette mesure, qui annulait la jurisprudence Taff-Vale, était le cadeau de remerciement des libéraux aux dirigeants syndicaux pour les accords électoraux passés. En 1908, le gouvernement fit un geste en faveur du syndicat des mineurs, qui restait le plus lié au Parti libéral, en limitant la journée de travail dans les mines à huit heures. La loi sur les retraites,

adoptée la même année, fut elle aussi un cadeau aux appareils syndicaux plus qu'aux travailleurs. Elle instaura le droit de toucher, après 70 ans, une retraite équivalant au quart du salaire d'un ouvrier non qualifié, soit 5 shillings par semaine, ce qui était insuffisant pour survivre. Mais surtout, elle confia la gestion des caisses de retraite aux diverses organisations ouvrières (amicales, mutuelles, syndicats), créant ainsi des milliers de postes de gestionnaires, certes pas très lucratifs, mais qui donnaient un statut social à ceux qui les occupaient. À l'intégration des appareils syndicaux aux institutions étatiques ébauchée dans les années 1870-1880 s'ajouta désormais leur intégration, sur une tout autre échelle, aux organismes sociaux paraétatiques. Malgré le bas niveau de la nouvelle retraite et les faibles chances qu'avaient les ouvriers d'atteindre l'âge de la percevoir, cette loi contribua à renforcer les effectifs des syndicats, et donc leurs ressources financières.

Tout cela ne signifiait pas que l'ensemble du patronat britannique était prêt à laisser la bride sur le cou aux syndicats. Si le gouvernement encouragea la syndicalisation dans la fonction publique à partir de 1907, dans de nombreuses branches on faisait encore systématiquement la chasse aux syndicalistes. Mais une nouvelle vague d'agitation ouvrière allait forcer les libéraux à faire quelques gestes de plus que prévu, et contraindre certains des patrons les plus récalcitrants à faire des concessions. Au sein des cercles dirigeants de la bourgeoisie comme dans le prolétariat, cette explosion allait remettre en cause bien des habitudes et certitudes.

Chapitre III

La Grande fièvre, 1910-1914

Encouragée par la percée électorale travailliste de 1906, confortée par les nouvelles protections pour les syndicats en cas de conflit social, la classe ouvrière commença à renouer avec l'arme de la grève pour faire avancer ses revendications. En 1907, un mouvement dans les chemins de fer entraîna pour la première fois toutes les catégories de cheminots dans l'action. La même année, une grève de plusieurs mois des dockers de Belfast, en Irlande du Nord, se termina par un échec. Mais elle avait uni les ouvriers catholiques et protestants dans la lutte, ce qui constituait une grande première. Dans la marine marchande, dans les usines, en particulier chez les ouvrières, des remous laissaient pressentir qu'on se dirigeait vers une agitation de grande ampleur. L'année 1910 constitua un tournant, du fait de la conjonction de plusieurs facteurs.

L'un de ces facteurs fut politique : lors des deux élections parlementaires qui eurent lieu cette année-là, le nombre d'élus travaillistes resta pratiquement inchangé, décevant les espoirs de réformes des travailleurs et des militants syndicalistes. Un facteur économique joua également. La nette baisse du chômage, qui passa de 8 % en 1908 à 3 % fin 1910, priva les patrons de leur principal instrument

de chantage contre la combativité ouvrière, et sans doute nombre de travailleurs sentirent-ils qu'il était temps de passer à l'action. D'autant plus que, depuis 1890, les salaires réels avaient diminué, alors que la richesse des classes possédantes ne s'était jamais étalée aussi ostensiblement.

En 1910, 30 000 mineurs gallois se mirent en grève sur les salaires. Le conflit dura huit mois et se termina par une défaite. Mais il eut un effet considérable sur l'opinion ouvrière. À Tonypandy, un manifestant avait été tué par les soldats d'un gouvernement libéral dont le Premier ministre, Asquith, et son ministre de l'Intérieur, Churchill, se prétendaient amis du mouvement ouvrier. Tonypandy devint donc le symbole de l'hypocrisie libérale et la preuve que les travailleurs ne pouvaient compter que sur eux-mêmes.

Une vague de grèves sans précédent

1911 : les travailleurs du transport ouvrent la voie

Le vent avait tourné en 1910, l'incendie se propagea en 1911. En février, une grève des cheminots paralysa le pays pendant trois semaines. À la mi-juin, les marins, à l'appel de la Fédération internationale des travailleurs du transport, s'y mirent à leur tour, entraînant souvent les dockers dans leur sillage. Leur revendication centrale, la reconnaissance des syndicats par les armateurs, était au fond modérée, mais intolérable pour ce patronat de combat. À Hull, l'exaspération des grévistes fut telle, après trois semaines de refus patronal de négocier, que docks et entrepôts furent mis à sac, contraignant les employeurs à reculer. C'est à Liverpool, en août, que les affrontements furent les plus

impressionnants : la police et l'armée firent deux morts et, lors des émeutes qui suivirent, la mairie fut incendiée. C'est aussi là que le mouvement fut le plus profond et le plus large : pendant deux semaines, le comité de grève que présidait Tom Mann prit quasiment le contrôle de la ville. Et ce mouvement local relança le combat des cheminots, qui devint national et entraîna 200 000 d'entre eux à la fin de l'été. Dans les bassins miniers aussi, des grèves éclatèrent. De juin à septembre, le pays sembla ingouvernable. La police londonienne et l'armée furent dépêchées aux quatre coins du pays et des navires de guerre envoyés dans les grands ports, prêts à intervenir. En août au pays de Galles, il y eut quatre victimes de plus parmi les grévistes.

De septembre à décembre, des catégories de travailleurs qui n'avaient encore jamais fait grève profitèrent du climat général pour revendiquer à leur tour car, la plupart des luttes se concluant sur des victoires au moins partielles, elles étaient autant d'exemples à suivre. La Fédération nationale des travailleuses était débordée par les appels à l'aide de grévistes novices, provenant ici d'une conserverie, là d'une fabrique de chaînes. C'était le monde du travail tout entier, en particulier ses couches les plus exploitées, qui entrait en ébullition. À l'automne 1911, même des écoliers se déclarèrent grévistes, refusant de retourner en cours tant que la discipline ne serait pas assouplie.

Parce que les travailleurs en lutte usaient de méthodes plus vigoureuses que d'habitude, et ce sur une vaste échelle, la presse bourgeoise discernait la main des révolutionnaires derrière le moindre débrayage. Mais les militants qui se réclamaient du marxisme ou du syndicalisme

révolutionnaire étaient peu nombreux, leur implantation dans le pays était inégale et ils n'avaient qu'une influence limitée dans les entreprises. En fait, le caractère radical des moyens d'action utilisés reflétait surtout la détermination des masses ouvrières, après des années à ronger leur frein.

Dans cette situation tendue, il apparut vite au gouvernement que les seuls amortisseurs possibles entre les patrons et les grévistes étaient les syndicalistes. Aussi les ministres insistèrent-ils auprès des capitalistes pour qu'ils acceptent de négocier, en envoyant leur médiateur jouer les pompiers à chaque départ de feu, afin de convaincre les bourgeois de faire des concessions, sur les salaires, les horaires ou la reconnaissance syndicale. En obtenant, au bas d'un accord, la signature d'un dirigeant syndical, ils obtenaient aussi son engagement à appeler ses troupes à reprendre le travail et à ne pas repartir en grève le surlendemain pour demander plus.

Dans un même temps, on vit les conseils de conciliation, de plus en plus nombreux depuis 1906, jouer un rôle croissant. Ces organes, prétendument indépendants et souvent paritaires, avaient pour rôle d'éviter les grèves, et leurs décisions avaient force de loi. En acceptant d'y participer, les dirigeants syndicaux cherchaient à démontrer au patronat leur volonté de se comporter en interlocuteurs responsables. Ce faisant, ils se trouvaient pris en otages : non seulement ils cautionnaient des arbitrages qui allaient rarement dans le sens des intérêts des travailleurs, mais ils se chargeaient de les faire respecter en faisant la police dans les rangs des syndiqués.

Parallèlement, le gouvernement libéral, pour se gagner les faveurs des directions syndicales et tenter de calmer l'agitation ouvrière, donna un coup d'accélérateur à ses réformes. En 1911, une loi instaura le versement par l'État d'un salaire à tous les députés, ce que les élus travaillistes réclamaient depuis longtemps. La même année, une loi sur la protection sociale mit sur pied des allocations de maternité, ainsi que des caisses d'assurance contre la maladie et le chômage, dont la gestion fut en partie confiée, une fois de plus, aux appareils syndicaux. Mais ces mesures n'empêchèrent pas la mobilisation de redoubler de vigueur, avec la mise en branle de travailleurs restés jusqu'alors passifs, comme les vendeurs, les employés de bureau ou encore les instituteurs.

1912 : l'année des mineurs

En 1912, le nombre de jours de grève atteignit un sommet historique, avec un chiffre de 40 millions, pour un total de 900 grèves impliquant plus d'un million de grévistes. Cette année-là, le pays connut sa première grève nationale des mineurs : ils furent presque un million à se mobiliser, pendant tout le mois de mars, en faveur d'un salaire minimum national. Pas une vallée minière n'échappa à la déferlante et la lutte fut parfois dirigée localement par des militants se réclamant de la révolution sociale. La brochure *The Miners' Next Step* (La prochaine étape pour les mineurs), publiée par des mineurs syndicalistes révolutionnaires, donnait ainsi pour objectif ultime à la grève le contrôle ouvrier sur l'industrie minière. Face à cette tempête, le gouvernement concéda une loi instaurant la négociation d'un salaire minimum district par district. C'était loin de

l'objectif de départ, mais les mineurs avaient contraint un patronat jusqu'alors intraitable à reculer. Et, malgré l'appel des dirigeants du syndicat à reprendre le travail, les mineurs tinrent à marquer ce recul en poursuivant la grève encore plusieurs jours.

En 1912, galvanisés par l'exemple des mineurs, bien des travailleurs cessèrent le travail sans prévenir ni leur patron ni les grands chefs syndicaux. La vague militante redonna vigueur aux nouveaux syndicats et une autre grève fit grand bruit, celle des 100 000 dockers de Londres. Les travailleuses se ruaient dans les syndicats : dépassant les 400 000 fin 1912, elles représentaient désormais 10 % des effectifs. Et les plus politisées parmi elles menaient également le combat en faveur d'un suffrage vraiment universel, incluant enfin tous les hommes et toutes les femmes.

1913 : épreuve de force à Dublin

En 1913, s'il y eut moins de grévistes, leur nombre resta à un niveau élevé (500 000) et le nombre de grèves augmenta sensiblement (de 900 à 1 500). La plus remarquable se produisit à Dublin, capitale d'une Irlande vivant depuis des siècles sous le joug colonial britannique. Les 80 000 dockers dublinois passèrent à l'offensive en août pour imposer la reconnaissance de leur syndicat, le Syndicat irlandais des travailleurs des transports. Ses fondateurs, l'Écossais James Connolly et l'Anglais James Larkin, étaient l'un et l'autre socialistes révolutionnaires en même temps que partisans de l'indépendance irlandaise[8]. Les

8. En 1916, à Dublin, Connolly fut l'un des dirigeants de l'insurrection de Pâques pour l'indépendance de l'Irlande. Après l'échec du soulèvement, il fut exécuté par la soldatesque britannique.

patrons décidèrent le lock-out, la répression policière se déchaîna et, en octobre, Larkin fut traîné devant la justice. Le TUC et le PLP n'apportèrent aux grévistes qu'un soutien verbal. Il faut dire que, pour assurer leur défense, les dockers avaient constitué, sous la direction de Connolly, une milice ouvrière armée, la Citizen Army (armée citoyenne). Le caractère semi-insurrectionnel du mouvement ne pouvait qu'effrayer les bureaucrates syndicaux et les députés travaillistes, qui affichèrent une fois de plus leur sens des responsabilités vis-à-vis de la bourgeoisie britannique. En janvier 1914, malgré le soutien moral et financier de bien des travailleurs en Grande-Bretagne, les dockers durent s'avouer vaincus.

Si le TUC et le Parti travailliste avaient refusé tout soutien réel à la lutte des dockers de Dublin, c'est que, en 1913, le climat social en Grande-Bretagne restait très tendu, que ce soit dans les chemins de fer ou dans le bâtiment. Nul ne savait quelle étincelle provoquerait une conflagration générale. L'année fut en particulier marquée par les grèves menées dans les Midlands par les ouvriers les moins qualifiés de l'industrie métallurgique. Après les ports et les vallées minières, la Grande fièvre s'emparait maintenant de centres urbains de l'intérieur du pays jusqu'alors moins touchés, telle l'agglomération de Birmingham, et même de contrées moins industrielles comme le Devon ou la Cornouaille.

Des travaillistes responsables envers l'ordre établi

Le sentiment grandissait qu'on allait vers une guerre avec le patronat, et les syndiqués exprimaient fréquemment leur

envie de voir leurs organisations s'unir, que ce soit au sein de chaque industrie ou entre industries différentes. À chaque pas fait dans ce sens, ils répondaient présent. Depuis 1910, une Fédération nationale des travailleurs du transport, codirigée par Mann et le libéral Havelock Wilson, regroupait les forces des dockers et des marins. En 1913, la fusion des deux principaux syndicats de cheminots au sein d'un Syndicat national des cheminots fut également accueillie avec enthousiasme. En avril 1914, cette évolution déboucha sur une triple alliance entre les syndicats des mineurs, des cheminots et des travailleurs du transport, sur la base d'un accord prévoyant que, si les uns étaient attaqués, les autres entreraient en lutte par solidarité. Ces regroupements se firent sous la pression des travailleurs, dont l'envie d'unité se traduisit aussi par la croissance de la Workers' Union que Mann avait créée en 1898 : ce Syndicat des travailleurs sans exclusive aucune passa, entre 1909 et 1914, de 5 000 à plus de 100 000 membres. Même l'ASE assouplit alors ses conditions d'adhésion. Mais toutes ces évolutions eurent lieu également parce que les dirigeants syndicaux y voyaient un moyen de renforcer leurs appareils. Et les dirigeants de ces syndicats et coalitions syndicales géantes, quoique issus de la mobilisation ouvrière, se révélèrent être, presque sans exception, tout aussi conservateurs que ceux des générations précédentes, et tout aussi hostiles à un contrôle par leur base.

En 1913, comme l'agitation ne retombait pas, le gouvernement libéral accorda une faveur de plus à ses alliés travaillistes, cette fois concernant le financement de leur parti. Celui-ci reposait sur une pratique qui remontait à

l'époque du LRC, selon laquelle les syndicats effectuaient un « prélèvement politique » sur les cotisations versées par les syndiqués. C'était ce prélèvement politique qui finançait la contribution de chaque syndicat aux finances du Parti travailliste. Au départ, ce prélèvement était automatique, sauf pour les syndiqués qui demandaient explicitement à en être exemptés. Mais, en 1909, un arrêt de la Chambre des lords avait donné raison à une plainte déposée par un syndiqué nommé Osborne qui contestait cette pratique. Cet arrêt, qui avait fait jurisprudence, avait décrété que, dorénavant, le prélèvement ne pourrait être perçu que sur les syndiqués qui en faisaient la demande explicite, ce qui avait réduit brutalement les fonds recueillis par le Parti travailliste. La loi de 1913 annula donc l'arrêt Osborne et donna un fondement légal au système du prélèvement tel qu'il avait été pratiqué avant 1909. L'annulation du jugement Osborne eut pour conséquence un accroissement impressionnant, bien que largement artificiel, du nombre des syndiqués au nom desquels les syndicats affiliés au Parti travailliste lui versaient le prélèvement politique : il dépassa les 1,5 million en 1914.

Le renforcement numérique des syndicats, qui passèrent de 2,5 à 4 millions d'adhérents entre 1910 et 1914, s'accompagna d'une intégration accrue à l'appareil d'État. En 1913, on comptait plus de 400 syndicalistes devenus fonctionnaires, notamment au département du travail du ministère du Commerce. Et c'était sans compter les milliers de postes réservés aux syndicalistes dans les organes ne relevant pas directement de l'administration centrale, la protection sociale en particulier. Mais, évidemment, les appareils

syndicaux ne pouvaient espérer conserver ces avantages matériels que dans la mesure où ils continuaient à se montrer responsables envers l'ordre établi. Et c'est bien ce qu'ils firent, en condamnant unanimement ce qu'ils nommaient, avec le même dédain mêlé de frayeur que les observateurs bourgeois, la Grande fièvre des prolétaires britanniques. La grande vague de 1910-1914 fut, en ce sens, une heure de vérité, démontrant à grande échelle que les dirigeants du TUC et les députés travaillistes n'avaient rien à offrir aux travailleurs en lutte.

La question du parti révolutionnaire

Cette situation explosive, où des millions de travailleurs s'étaient éveillés à la lutte de classe, était-elle révolutionnaire ? Non, dans la mesure où la question du renversement de la domination des capitalistes sur la société et de la prise du pouvoir par les travailleurs, posée théoriquement tant par les syndicalistes révolutionnaires que par les marxistes, ne fut jamais à l'ordre du jour pour l'écrasante majorité des participants. À Liverpool en 1911, à Dublin en 1913, le pouvoir avait bien été exercé dans les faits par des comités de grève. Mais ces expériences avaient été trop courtes et trop limitées géographiquement pour avoir un réel impact dans le reste de la classe ouvrière. Malgré la rage qu'elle éprouvait face à la mobilisation des travailleurs, jamais la bourgeoisie ne sentit son pouvoir menacé. D'autant moins qu'elle savait pouvoir compter sur la loyauté sans faille des dirigeants travaillistes et des appareils syndicaux. Chez les travailleurs, le moteur des grèves avait certes été une révolte commune contre l'exploitation, et l'idée qu'il

fallait un changement radical de société avait progressé. Mais si l'agitation gréviste entre 1910 et 1914 se caractérisa par un bouillonnement incessant, par des batailles à l'échelle d'une ville ou d'un secteur de l'économie, par des expériences disparates sans doute mais aussi parfois contagieuses, elle ne déboucha jamais sur un combat décisif d'ampleur nationale qui aurait pu permettre à la classe ouvrière de prendre conscience de la force colossale qu'elle représentait.

Une telle prise de conscience dans le cadre d'un combat collectif aurait pu poser la question du pouvoir. Mais ceux qui la craignaient, à commencer par le TUC et le Parti travailliste, ne ménagèrent pas leurs efforts pour l'empêcher. Et, face à eux, les militants ouvriers se réclamant de la révolution sociale étaient trop peu nombreux et trop atomisés pour lui permettre de se produire. Pour cela, il leur aurait fallu un parti révolutionnaire aguerri et préparé par son activité dans les combats passés à s'appuyer sur les masses en lutte, ne serait-ce qu'en s'efforçant d'organiser les travailleurs les plus conscients autour d'un programme de transformation sociale radicale. Or si des pas furent faits dans cette direction, ils ne connurent un début d'aboutissement qu'en 1920-1921, avec la fondation du Parti communiste de Grande-Bretagne. Ce retard eut plusieurs raisons.

Du côté des marxistes

Dès 1908, la Fédération sociale-démocrate (SDF) s'était rebaptisée Parti social-démocrate (SDP), changement d'étiquette qui reflétait un gonflement réel de ses rangs depuis 1906. La reprise de l'agitation ouvrière à partir de 1910 conduisit la direction du SDP à tenter de franchir un

cap, en participant en 1911 à la fondation du Parti socialiste britannique (BSP), aboutissement d'une campagne pour l'unité socialiste menée en commun par Hyndman, Blatchford et un certain Victor Grayson. Ce dernier, socialiste intransigeant et député d'une circonscription minière du Yorkshire depuis 1907, avait rompu avec les parlementaires travaillistes en 1908, pour mener, dans les colonnes du *Clarion*, une propagande infatigable pour la construction d'un parti qui mènerait la lutte de classe tant au Parlement que dans les entreprises.

Si le BSP attira au départ des dizaines de sections ILP et de clubs liés au *Clarion*, il ne parvint pas à dépasser le rayonnement limité du SDP ni à se débarrasser des vieux défauts de cette organisation. Désarçonnés par l'explosion ouvrière en cours, gênés par la percée du syndicalisme révolutionnaire, Hyndman et son entourage ne permirent pas aux militants du BSP, pourtant sur la brèche, d'offrir une perspective politique à la mobilisation ouvrière de la Grande fièvre. En 1913, la mise en minorité de Hyndman au sein du BSP (pour ses positions nationalistes, telles que son soutien au renforcement de la marine nationale) montra pourtant que la barre pouvait être redressée. Les démarches furent relancées pour que le parti retrouve l'oreille des travailleurs qui suivaient l'ILP ou regardaient vers les syndicalistes révolutionnaires. Mais la guerre mit un terme, provisoire, à ce sursaut.

Du côté des syndicalistes révolutionnaires

Ceux qui, dans ce contexte de mobilisation ouvrière, auraient été les mieux placés pour jeter les bases d'un parti ouvrier révolutionnaire étaient peut-être les syndicalistes

révolutionnaires. Les mots d'ordre qui étaient les leurs (grève générale, action directe, contrôle ouvrier) connurent en effet entre 1910 et 1914 un large succès, et bien des grèves survenues sans même leur intervention directe mirent en pratique les méthodes qu'ils prônaient. Mais, par hostilité au réformisme, ils rejetaient la politique en général et ne s'attelèrent pas à cette construction.

Mann, inspiré par les exemples de la CGT en France et des IWW (les Travailleurs industriels du monde) aux États-Unis, proposa une version britannique du syndicalisme révolutionnaire : pas la création d'un parti ni de syndicats révolutionnaires à côté des structures existantes, mais la radicalisation et une unification plus poussée des syndicats. Les membres de sa Ligue d'éducation syndicaliste révolutionnaire (ISEL en anglais) s'y attelèrent. Mais, s'ils contribuèrent à une certaine unification, la radicalisation espérée ne vint pas.

Les syndicalistes révolutionnaires n'étaient toutefois pas tous antipolitiques. Inspirés par le marxiste américain Daniel De Leon, une minorité d'entre eux défendaient une voie différente : dans les entreprises, créer des syndicats en rupture avec les syndicats réformistes ; dans la vie politique, intervenir en tant que parti. Ces militants venus de la SDF avaient rompu avec elle en 1903, la trouvant trop réformiste, pour former le Parti socialiste ouvrier (SLP en anglais). Mais, trop isolés des ouvriers organisés par les syndicats traditionnels et n'ayant aucune politique leur permettant de s'adresser à eux, les militants du SLP ne réussirent pas à jouer de rôle significatif dans la montée ouvrière de la Grande fièvre. Ils ne réussirent à briser cet

isolement qu'à l'occasion de la Grande Guerre, à partir de 1916, en s'appuyant sur la combativité des travailleurs de la métallurgie de la région de Glasgow en particulier.

Des pôles multiples, sans direction reconnue

Les militants convaincus de la nécessité d'une organisation de masse à la gauche du Parti travailliste et de l'ILP n'adhéraient pas tous, loin s'en faut, au BSP, à l'ISEL ou au SLP. En dehors de ces canaux, les tentatives de regroupement furent variées, mais handicapées en partie par les mêmes facteurs qui freinèrent la croissance du BSP et des groupes syndicalistes révolutionnaires: leur éparpillement, parfois leur antipolitisme, et l'opposition active des dirigeants réformistes.

En 1909, à Oxford, des travailleurs insatisfaits de la formation continue offerte sous la houlette du TUC par le Ruskin College avaient défié les autorités académiques en fondant leur propre institut, afin d'y être enfin initiés à l'économie marxiste. La Plebs League (Ligue de la plèbe) et le Central Labour College (Collège ouvrier central) issus de cette initiative essaimèrent, et leurs sections provinciales devinrent des viviers militants, où les différentes sensibilités d'extrême gauche étaient les bienvenues. Dans l'est ouvrier de Londres, la féministe Sylvia Pankhurst rompit en 1913 avec l'organisation de suffragettes dirigée par sa mère, parce qu'elle jugeait le combat pour les droits des femmes inséparable de la lutte contre l'exploitation capitaliste. Le réseau de travailleuses qu'elle avait construit lui emboîta le pas, mais resta essentiellement londonien.

Simultanément, en soutien au quotidien *Daily Herald*, se structura une Daily Herald League qui, pendant quelques

mois, devint la voix de la révolte prolétarienne. Le journal fut lancé en 1911 à l'occasion d'une grève d'imprimeurs, par des militants souhaitant disposer d'un organe de presse qui se ferait l'écho des luttes en cours. Le quotidien, de sensibilité syndicaliste révolutionnaire, fut une réussite. Vivant, impertinent, il s'appuyait sur une ligue de comités locaux débordants d'énergie. Et il présentait à ses lecteurs des informations allant bien au-delà des îles Britanniques, relatant les grèves générales en Belgique et en Nouvelle-Zélande aussi bien que les combats des mineurs en Amérique du Nord ou en Afrique du Sud. Son succès avait de quoi irriter les dirigeants travaillistes, qui auraient préféré que l'ouvrier du rang lise leur *Daily Citizen*, lancé en 1911, plutôt que ce brûlot. Mais, à l'été 1913, le journal s'effondra sous les dettes, et sa direction fut reprise par le travailliste chrétien George Lansbury. Bien que se situant à la gauche de l'ILP, il insuffla au *Daily Herald* une ligne plus modérée. La Daily Herald League ne survécut pas longtemps à ce changement de cap.

C'est pour toutes ces raisons que, malgré une atmosphère propice, la combativité ouvrière n'accoucha pas d'un parti révolutionnaire en Grande-Bretagne, même embryonnaire, mais seulement de multiples groupes militants qui ne devaient se regrouper qu'après-guerre, avec des renforts et des défections, pour former le Parti communiste.

Au moment où tant de travailleurs croyaient l'heure venue d'un soulèvement général contre le patronat et le gouvernement, les rivalités impérialistes finirent par se transformer en guerre ouverte entre les grandes puissances européennes, dont le Royaume-Uni. Comme dans d'autres

pays d'Europe, la plupart des dirigeants syndicaux, quoique rarement critiques de l'ordre impérialiste lui-même, s'étaient jusqu'alors prononcés pour la paix et il y eut des manifestations ouvrières massives contre la guerre qui s'annonçait. Mais à partir d'août 1914, aux Communes comme dans les entreprises, la plupart des chefs syndicaux appelèrent à la trêve sociale et à la suspension des grèves. Ils poussèrent même les travailleurs à s'engager, et ceux qui ne le pouvaient pas à participer à fond à l'effort industriel de guerre. Quand les grèves reprirent en 1916, suite à l'introduction de la conscription obligatoire, ils s'y opposèrent.

C'est dire qu'en 1914, si les prolétaires britanniques étaient plus organisés que jamais, les puissants syndicats qu'ils avaient construits au travers de leurs grèves restaient dirigés par des bureaucrates dont les liens avec la bourgeoisie et ses institutions étatiques s'étaient renforcés. Pour autant, la combativité ouvrière n'avait pas été vaine : elle avait contraint la bourgeoisie et son État à écouter les revendications du monde du travail et à faire des concessions significatives. Mais, au moment crucial du déclenchement de la guerre, les organes créés par les travailleurs pour défendre leurs intérêts se retournèrent contre eux. C'est ainsi que trois députés travaillistes acceptèrent de servir comme ministres dans les gouvernements de guerre. La politique des libéraux envers le mouvement syndical avait donc porté ses fruits : s'ils avaient quelquefois forcé la main aux patrons pour qu'ils acceptent de négocier avec les dirigeants syndicaux, ils avaient permis à la bourgeoisie de se constituer un garde-fou efficace contre la révolution sociale.

Conclusion

Que les organisations bâties à la faveur des combats du prolétariat britannique aient fini, dans une large mesure, par échapper à son contrôle, voilà qui n'enlève rien aux mérites de ceux qui se battirent, parfois au péril de leur vie, pour défendre les intérêts de leur classe. Ils avaient face à eux la bourgeoisie la plus ancienne et la plus puissante du monde, une classe sociale dont l'assurance se renforça au fil du XIX^e^ siècle et qui apprit à combiner à la perfection l'usage de la carotte et du bâton. Forts de leur position hégémonique dans l'économie mondiale, forts de leur expérience politique aussi, les capitalistes britanniques se donnèrent les moyens de neutraliser la plupart des organisations construites par le prolétariat, au point d'en faire des rouages de leur ordre social. Avant la guerre de 1914-1918, on ne voit nulle part ailleurs qu'en Grande-Bretagne une collaboration de classe aussi poussée, que ce soit sous la forme de l'institutionnalisation du dialogue social dans certaines branches d'industrie ou sous la forme de la soumission totale des députés travaillistes à l'ordre bourgeois.

Les luttes des travailleurs britanniques n'en furent pas moins une source d'inspiration pour les militants ouvriers d'Europe et d'ailleurs, en butte à la même nécessité de serrer les rangs face aux exploiteurs. Les briseurs de machines du Yorkshire et du Nottinghamshire, les fondateurs des amicales, des syndicats et des coopératives, les militants

chartistes, les défenseurs du socialisme sous ses diverses formes, les insurgés de 1839 comme ceux de 1889, les cyclistes de la Clarion Federation, les abonnés à *Justice* et au *Daily Herald*... tous contribuèrent à ce que les travailleurs prennent conscience et de leurs intérêts propres et de leur capacité à transformer la société, en Grande-Bretagne et ailleurs – puisque les ouvriers furent des centaines de milliers, jusqu'à la guerre de 1914, à partir gagner leur vie aux quatre coins du monde.

Cette conscience, cette fierté de classe ne s'accompagnèrent que chez une minorité de la conviction que le capitalisme n'était pas réformable et qu'il avait à être renversé par les travailleurs, que les bouleversements radicaux nécessaires au progrès humain ne pourraient être obtenus par la voie parlementaire, mais qu'il faudrait en passer par une révolution politique et sociale. La faiblesse de cette minorité constitua un lourd handicap pour la classe ouvrière britannique pendant les vastes mobilisations sociales qui précédèrent la guerre, et plus encore lorsqu'en août 1914 les classes dirigeantes précipitèrent le pays dans la guerre la plus meurtrière de son histoire, et de celle de l'humanité. Les ouvriers britanniques, formés à l'école d'un syndicalisme plus ou moins corporatiste et du travaillisme, ne se montrèrent alors pas plus que les militants de la CGT, de la SFIO ou du SPD capables d'opposer leur propre politique à celle de leur bourgeoisie. L'échec fut cuisant pour les tenants de l'internationalisme et les ennemis de la collaboration de classe, le prix à payer terrible pour les millions d'exploités transformés en chair à canon.

Aussi noire qu'ait été cette page, elle ne fut pas la dernière. S'appuyant sur ce que le mouvement ouvrier britannique avait produit de meilleur, des milliers de travailleurs entrèrent en lutte dès 1916, contre la conscription et les conditions de travail imposées au nom de la guerre, tandis que des ménagères lançaient des grèves de loyers. Parti d'Écosse et du pays de Galles, le mouvement se propagea en 1919 à l'ensemble du territoire, Irlande comprise, et cette puissante poussée, encouragée par les exemples des révolutions russe et allemande, n'épargna pas l'Empire. En métropole comme dans les colonies, les militants ouvriers qui n'avaient pas trahi ni été découragés rejoignirent bientôt l'Internationale communiste fondée par les bolcheviks en mars 1919, et tentèrent de jeter les fondations de sections nationales de l'IC. Dix ans plus tard, cette nouvelle flamme vacillait déjà, étouffée par le stalinisme. Mais ni la trahison travailliste d'août 1914 ni la stalinisation du Parti communiste de Grande-Bretagne ne doivent faire oublier les luttes petites et grandes que menèrent les ouvriers britanniques contre le pouvoir des capitalistes au cours du premier siècle de leur histoire.

Références

Ouvrages

Bédarida (François), *Will Thorne. La voie anglaise du socialisme*, Fayard, 1987.

Chase (Malcolm), *Le Chartisme. Aux origines du mouvement ouvrier britannique (1838-1858)*, Publications de la Sorbonne, 2013.

Connolly (James), *Œuvres politiques*, Éditions de l'Arcantère, 1986.

Engels (Friedrich), *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Éditions sociales, 1975.

Hobsbawm (Eric J.), *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne. De la révolution industrielle à nos jours*, Seuil, 1977.

Hunt (Tristram), *Engels : le gentleman révolutionnaire*, Flammarion, 2012.

Kapp (Yvonne), *Eleanor Marx*, Éditions sociales, 1980.

Morton (Andrew) et Tate (George), *Histoire du mouvement ouvrier anglais*, Cahiers Libres – Maspero, 1963.

Thompson (Edward P.), *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Seuil, 2012.

Chapitres d'ouvrages

Bédarida (François), Le socialisme en Angleterre jusqu'en 1848 (p. 257-330) et Le socialisme anglais de 1848

à 1875 (p. 545-573) dans Droz (Jacques), *Histoire générale du socialisme* (tome 1), PUF, 1972.

Bédarida (François), Le socialisme en Grande-Bretagne de 1875 à 1914 (p. 347-399) et Le socialisme dans l'Empire britannique jusqu'en 1914 (p. 505-511) dans Droz (Jacques), *Histoire générale du socialisme* (tome 2), PUF, 1974.

Sagnes (Jean), L'originalité britannique : trade-unionisme et travaillisme dans Sagnes (Jean), *Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*, Privat, 1994 (p. 22-28).

Sites

Le Maitron en ligne (maitron-en-ligne.univ-paris1.fr) propose une section sur la Grande-Bretagne et l'Irlande. Elle comprend des dizaines de biographies de militants, ainsi qu'une esquisse historique, une chronologie et une bibliographie.

Le site marxists.org (www.marxists.org/francais/) propose des traductions en français de textes écrits par Edward Aveling, James Connolly, Eleanor Marx et William Morris.

Films/séries

Le film sur les martyrs de Tolpuddle : *Comrades* (1987), de Bill Douglas.

La série télévisée sur la vie dans une fabrique des années 1830 : *The Mill* (2015), de James Hawes.

Table des matières

Introduction **5**

La formation d'une conscience collective, des origines à 1850 **9**

Des résistances explosives et réprimées, 1780-1825 **15**
Naissance des syndicats de métier 15
L'élan de la Révolution française 17
Briser les machines 19
Le combat pour le droit de vote 21

Une solidarité en progrès et sous surveillance, 1825-1838 **25**
Des réseaux syndicaux élargis 25
La lutte pour le suffrage universel continue 27
Robert Owen : succès et limites du socialisme utopique 29
Des campagnes fédératrices 31

Le chartisme, premier mouvement ouvrier de masse, 1838-1850 **35**
1838-1839 : des pétitions de masse à une insurrection manquée 36
1840-1842 : persistance et amplification de la mobilisation 40
1843-1847 : doutes et fausses routes 42
1848 : vers un embrasement ? 44

Combats et compromis, de 1850 aux années 1880 **49**

Un syndicalisme « nouveau modèle » **55**
Des organisations à la fois corporatistes et combatives 56
Des appareils qui s'étendent et se bureaucratisent 58
Élitisme et déférence 60

Survivances et mutations du chartisme et du socialisme **65**
« La Charte et quelque chose de plus », 1848-1858 65
L'internationalisme en action, 1858-1864 68
Londres, foyer de l'Association internationale des travailleurs, 1864-1872 69

Leaders syndicaux et politiciens bourgeois se rapprochent **73**
Des compromis arrachés par les combats ouvriers 73
Naissance de l'alliance entre les syndicats et le Parti libéral 76
Les impasses du réformisme corporatiste **81**
Les travailleurs non qualifiés laissés à eux-mêmes 81
Les femmes sur la touche 83
Les mineurs pris au piège du légalisme 86
Des ouvriers qualifiés vulnérables face aux crises 87

Un géant sous tutelle, des années 1880 à 1914 **91**
De la renaissance socialiste à l'offensive ouvrière, 1884-1892 **95**
La résurgence du socialisme 95
L'explosion sociale de 1889 97
La contre-offensive patronale 104
L'émergence du travaillisme, 1893-1910 **107**
1893 : le Parti travailliste indépendant, autonome mais isolé 109
1900 : le Comité pour la représentation du travail, l'indépendance à contrecœur 112
1906 : le Groupe parlementaire travailliste, sous étroit contrôle libéral 115
La Grande fièvre, 1910-1914 **119**
Une vague de grèves sans précédent 120
Des travaillistes responsables envers l'ordre établi 125
La question du parti révolutionnaire 128
Conclusion **135**
Références **139**

Dans la collection Éclairage

1 Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien

2 La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde

3 Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914

4 Italie 1919-1920, les deux années rouges

5 Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010

6 La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution

7 Le cerveau et la pensée

8 La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France

9 La civilisation arabe du VIII^e au XIII^e siècle

10 Les philosophes des Lumières

11 L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927

12 L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome II : 1928-1938, une lutte à mort contre le stalinisme

13 Le Parti communiste français, 1920-1933

14 Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie

15 Russie soviétique (1917-1927). La révolution dans la culture et le mode de vie

16 Naissance et consolidation de la république bourgeoise en France (1789-1914)

17 Dans l'atelier du monde. Les luttes de la classe ouvrière britannique 1780-1914

18 Quand la révolution ébranlait le monde. La vague révolutionnaire 1917-1923